

Histoire et Philatélie

La France



Pour les timbres-poste, la numérotation du catalogue Yvert & Tellier a été choisie

I. De la préhistoire à 843

L'histoire des premiers occupants du territoire qui constitue aujourd'hui la France remonte très, très loin dans le temps. Des outils rudimentaires datant de plus d'un million d'années ont été retrouvés à Chilhac, en Auvergne.

Les restes humains les plus anciens ont été trouvés dans une grotte à Tautavel, près de Perpignan : "L'homme de Tautavel" date d'environ 400 000 ans.

Au fur et à mesure que l'homme perfectionne ses outils (silex, bois de renne, ivoire) et ses techniques, il commence, il y a environ 35 000 ans, à les employer à des fins artistiques. La petite (moins de 4 cm) "Vénus de Brassempouy", sculptée en ivoire, date d'environ 25 000 ans et constitue une des plus anciennes représentations de visage humain.



1992, n° 2759
L'homme de Tautavel



1976, n° 1868
La Vénus de Brassempouy

Déjà plus près de nous, les hommes de la préhistoire nous ont laissé des peintures rupestres admirables, réalisées il y a 10 000 à 15 000 ans. La France a émis plusieurs timbres montrant les plus célèbres de ces représentations d'animaux sur les parois de grottes : Lascaux et Rouffignac en Dordogne, Niaux en Ariège.



1968, n° 1555
Lascaux



1979, n° 2043
Niaux



2006, n° 3905
Rouffignac

À partir du VI^e millénaire, les hommes, après avoir enterré leurs morts, érigent des monuments de pierre autour des tombes : cairns, dolmens et menhirs. Cette pratique se retrouve surtout chez les peuples vivant le long de l'Atlantique, et parmi les plus célèbres, il faut surtout mentionner les alignements de Carnac (Morbihan), où plus de mille mégalithes, soigneusement alignés en plusieurs files, furent érigés il y a environ 3 500 ans.



1965, n° 1440

Les alignements de Carnac



2005, n° 3819



2014, n° 4882

Dolmen et menhir de Locmariaquer

À partir de 1300 a.C. commence l'invasion progressive et pacifique du territoire par les Celtes, originaires d'Europe centrale. Une deuxième vague celtique arrive en Gaule vers 500 a.C et occupe toute la France actuelle. Ces Celtes deviennent des agriculteurs sédentaires, fondant des agglomérations permanentes fortifiées. L'on a tort de considérer ces "Gaulois pré-romains" comme des demi-sauvages : ils avaient atteint un haut degré de civilisation technique et artistique grâce à leurs relations commerciales, surtout avec les Grecs et les Étrusques. Les Phocéens (Grecs d'Asie mineure) fondent des comptoirs le long des côtes de la Méditerranée, comme Massilia (Marseille) et Agatha Polis (Agde), et remontent le Rhône. Les Étrusques exercent leur influence surtout en Bourgogne.



1966, n° 1478

Le cratère de Vix (Côte-d'Or, env. 500 a.C.)



1982, n° 2210

L'Éphèbe d'Agde (Hérault, env. 300 a.C.)

Entre 122 et 118 a.C., les Romains parviennent à conquérir toute la région méridionale de la France : le Languedoc, le Roussillon, la Provence et la région Rhône-Alpes deviennent la Gaule transalpine. Plusieurs nouvelles cités y sont créées par Rome, comme Narbo Martius (Narbonne), où s'installent de nombreux vétérans démobilisés et plusieurs familles de citoyens civils.

Tout va basculer à partir de 59 a.C. Ce sont les tribus gauloises elles-mêmes qui demandent l'aide de Rome, contre les ambitions territoriales des Helvètes et des Suèves d'Arioviste. Rome envoie Jules César en Gaule, avec mission d'y restaurer la paix. César, soucieux d'étaler sa valeur militaire afin d'égaler et même de surpasser son rival Pompée, conçoit alors l'ambitieux projet de soumettre toute la Gaule cisalpine.



2014, n° 4836
Jules César

Dans une longue campagne, de 58 à 51 a.C., César va progressivement soumettre l'ensemble de la Gaule, profitant du manque d'union entre les différentes tribus gauloises. La seule fois où César frôle la catastrophe se situe en 52 a.C., lorsque le chef des Arvernes, Vercingétorix, parvient à fédérer sous son autorité la majorité des peuplades gauloises. Il remporte une victoire importante sur les légions romaines à Gergovie, mais, assiégé dans Alesia, il est finalement obligé de se rendre à César. Vercingétorix est emmené en captivité à Rome, où il est exécuté en 46 a.C. Sa défaite signifie la fin de la résistance gauloise et le début de la pacification, sous domination romaine.



1966, n° 1495

Vercingétorix



2004, n° 3656

Les Romains font preuve de leur génie technique et architectural en Gaule : des routes, les fameuses “voies romaines” relient les grands centres et de nouvelles cités sont créées, comme Lutetia (Paris) vers 50 a.C. et Lugdunum (Lyon) en 43 a.C.



1951, n° 906
Bimillénaire de Paris



1957, n° 1124
Bimillénaire de Lyon

Des ponts, des aqueducs, des temples, des arènes, des arcs de triomphe sont édifiés. Les habitudes romaines sont reprises par les Gaulois, qui à leur tour, font accepter leurs coutumes par les nouveaux venus romains : c'est l'époque gallo-romaine, relativement heureuse grâce à la “Pax romana”.



1929, n° 262



2003, n° 3604

Le pont du Gard



1938, n° 389

L'arc de triomphe d'Orange



1981, n° 2133

La maison carrée de Nîmes



1957, n° 1130

Les ruines romaines de Saint-Rémy de Provence



2002, n° 3470

Les arènes de Nîmes

Les oeuvres d'art retrouvées, surtout des bronzes et des mosaïques, sont les témoins de cet amalgame du goût romain et des techniques gauloises.



1981, n° 2174

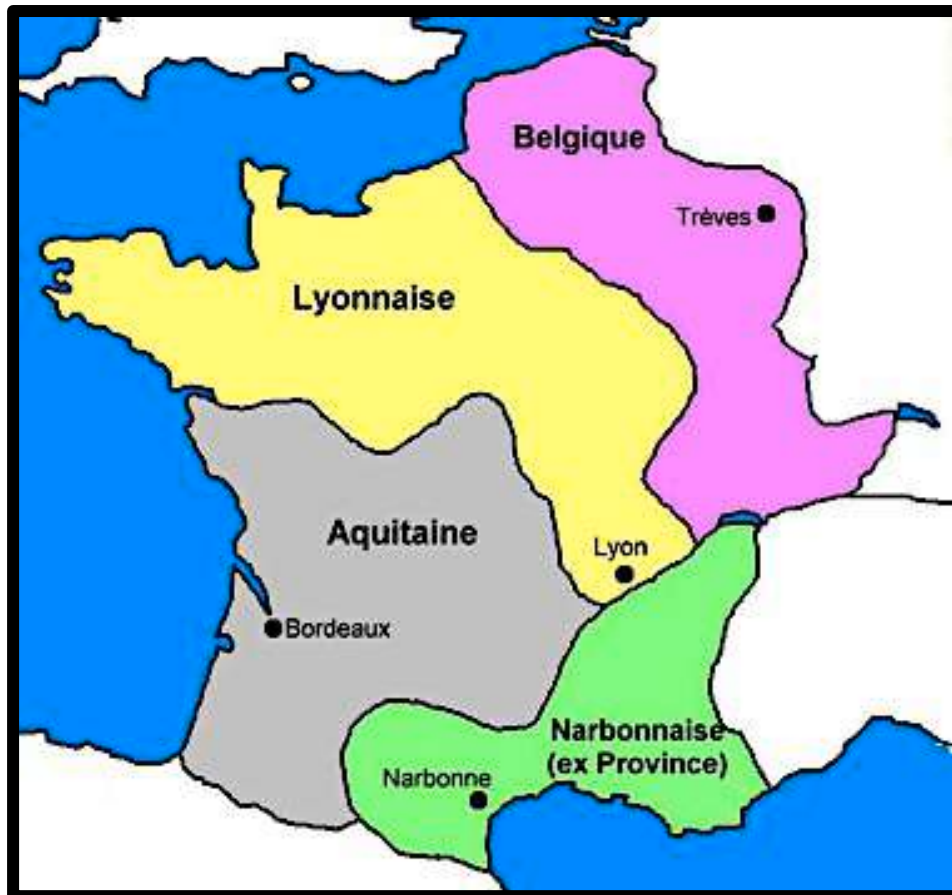
Mosaïque du II^e siècle



1996, n° 3014

Bronze gallo-romain

Après la conquête et la pacification, l'empereur Auguste décide vers l'an 25 a.C. de remodeler l'organisation administrative de la Gaule. La Narbonnaise, territoire romain depuis 150 ans, reste une province à part, tandis que le reste de la Gaule est divisée en trois nouvelles provinces : l'Aquitaine, la Lyonnaise et la Belgique. Les Pyrénées forment la frontière méridionale, le Rhin la frontière orientale.



*Division de la Gaule sous l'empereur Auguste
(extrait de <http://blogs.mediapart.fr/blog/armel-le-bail/280714/combien-en-voulez-vous>)*

Jusqu'à la chute de l'Empire romain en 476, la vie de la Gaule se confond avec celle de Rome. Lugdunum est la ville principale de la Gaule. Cette Gaule, où le christianisme se développe progressivement, connaît elle aussi des vagues de persécution, jusqu'à la conversion de l'empereur Constantin, après avoir éliminé son dernier rival, Maxence, en 312 à la bataille du Pont Milvius. Il promulgue en 313 l'édit de Milan, par lequel la liberté de culte est accordée à toutes les religions, donc aussi aux chrétiens.

Mais à partir du IV^e siècle, les tribus germaniques envahissent progressivement l'Empire romain, qui s'affaiblit de plus en plus et qui cesse d'exister en l'an 476. Venant de l'Est, les Francs s'installent en Belgique, les Alamans en Alsace, les Burgondes en Savoie. Les Suèves et les Vandales traversent la Gaule pour s'installer finalement en Espagne, les Wisigoths occupent l'Aquitaine.

Les seuls qui parviennent à sauvegarder un semblant de civilisation au nom de la religion chrétienne sont les évêques, comme St. Martin de Tours (316-397).



1960, n° 1278



*1997, n° 3078
Saint Martin de Tours*



1960, n° 1279

Tout va changer avec la domination des Francs, qui avaient fait de Tournai leur capitale. Clovis, roi des Francs de 481 à 511, se convertit au christianisme et abandonne Tournai pour Paris. Il parvient en 30 ans à conquérir pratiquement toute la Gaule, en battant successivement les restes de l'armée gallo-romaine, les Alamans, les Burgondes et les Wisigoths.



1966, n° 1496



1996, n° 3024
Clovis



2012, n° 4705

Cette courte période de stabilité et d'union s'arrête déjà en 511, à la mort de Clovis. Son royaume est partagé entre ses quatre fils. C'est le début de la longue période mérovingienne, qui va durer jusqu'en 751. Ces deux siècles et demi se caractérisent par d'interminables conflits familiaux, ponctués d'assassinats et de batailles, de pactes aussitôt dénoncés et de trêves rapidement rompues. L'exemple le plus célèbre de ces traités sans valeur est celui d'Andelot, en 587 : ce pacte de famille entre le roi Gontran, son neveu Childebert II et la reine Brunehaut n'a rien résolu.

Bien qu'officiellement faisant partie du seul et unique royaume franc, celui-ci est grosso modo divisé en quatre domaines : l'Aquitaine, la Neustrie (l'ancien centre gallo-romain), l'Austrasie (le Nord) et la Bourgogne (l'ancien territoire des Burgondes).

Une fois de plus, ce sont les évêques, comme Grégoire de Tours (539-594) qui essayent de maintenir un minimum de droit, d'administration et de morale.



1987, n° 2500
Le pacte d'Andelot en 587



1939, n° 442
Grégoire de Tours

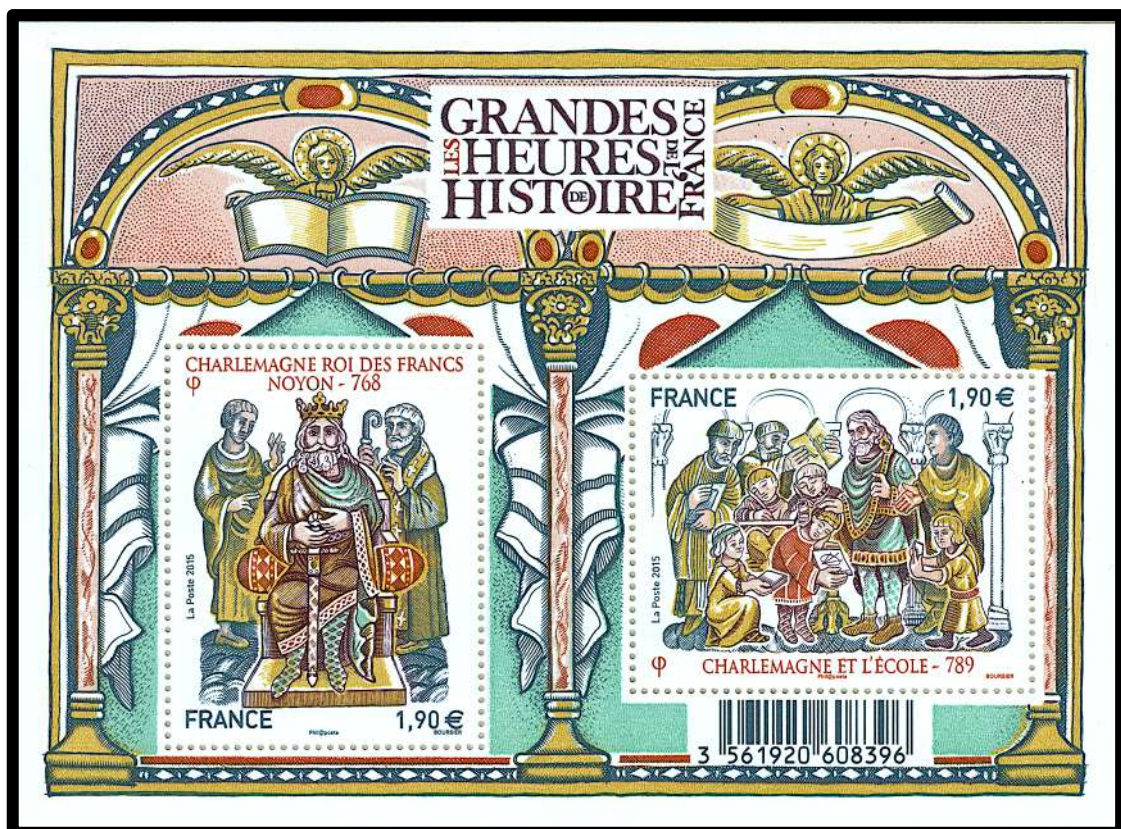
Les successeurs de Clovis, membres de la dynastie mérovingienne, sont pour la plupart des souverains médiocres, plus occupés à vider les querelles familiales par les armes qu'à administrer leur royaume. Ils laissent cette tâche à des "maires du palais", des hauts dignitaires qui s'occupent de l'administration et des finances. Ceux-ci s'emparent peu à peu de tous les leviers du pouvoir, et le roi n'est bientôt plus qu'un fantoche entre leurs mains. Les plus célèbres maires du palais sont Pépin de Landen vers 640, Pépin de Herstal vers 700, Charles Martel, qui arrête l'avancée musulmane à Poitiers en 732, et finalement Pépin le Bref.



*Belgique, 1946, n° 737
Pépin de Herstal*

En 751, Pépin le Bref dépose Childéric III, le dernier roi de la dynastie décadente des Mérovingiens, et se proclame lui-même roi des Francs. Il consolide son pouvoir, et à sa mort en 768, le royaume est partagé entre ses deux fils, Charles et Carloman, mais ce dernier meurt déjà en 771, laissant ainsi l'entière souveraineté à Charles, qui sera nommé plus tard Charlemagne, fondateur de la dynastie carolingienne.

Charlemagne agrandit considérablement son royaume par une série de guerres contre les Saxons, les Lombards et les Musulmans d'Espagne. Il est sacré empereur à Rome en 800.



*2015, n°s 4943/4944
Charlemagne*



1966, n° 1497



Belgique, 1946, n° 738

Charlemagne



Italie, 1982, n° 1530

*Couronnement de Charlemagne
à Rome en 800*

Son empire ne lui survit cependant pas longtemps : après son fils Louis le Pieux, et après de nombreuses péripéties, son vaste empire est partagé par le traité de Verdun de 843 entre trois de ses petit-fils.

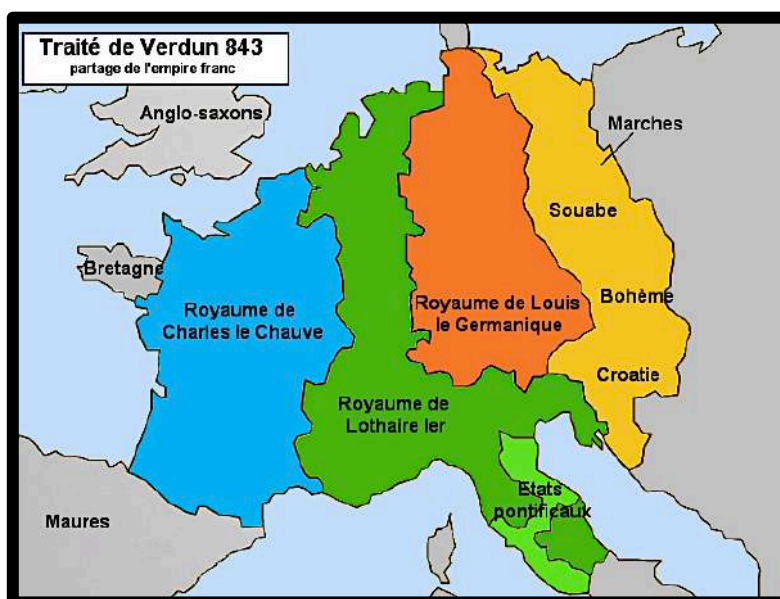
- Charles le Chauve reçoit la partie occidentale, qui deviendra la France.
- Louis le Germanique reçoit la partie orientale, noyau du Saint-Empire romain germanique.
- Lothaire I^{er} reçoit la partie médiane, qui prend le nom de Lotharingie, et qui va de la Frise à l'Italie. Il conserve le titre d'empereur.

Ce traité d'apparence anodine, et normal pour l'époque, a déterminé tout le destin de l'Europe.



France, 1982, n° 2208

Le traité de Verdun de 843



Le partage du traité de Verdun de 843 (extrait de Wikipedia)

II. De 843 à 1285

Les successeurs de Charlemagne n'ont pas son envergure, et la dynastie carolingienne sombre dans les mêmes travers que les Mérovingiens. Elle va cependant "tenir" jusqu'en 987.

La période carolingienne entre 843 et 987 compte certainement parmi les plus noires de l'histoire de France. L'autorité royale s'affaiblit progressivement, et la France est soumise à la pression ottomane au Sud et à celle des Vikings le long des côtes de l'Atlantique, surtout en Normandie et en Bretagne.

Face à cette vacance d'autorité, les hauts dignitaires et les aristocrates du royaume acquièrent une véritable indépendance de fait : La France devient un pullulement de souverainetés où le seigneur assure la "protection" de la population en échange de "services". C'est le principe même de la féodalité.

Le seul espoir pour une population continuellement menacée par les guerres, les invasions des Vikings, la famine, la misère et la maladie est la religion : elle demande à Dieu ce que l'autorité royale ou princière ne parvient pas à donner. De là le succès des pèlerinages, la vénération des reliques, et la résignation face à tous ces maux dans l'espoir d'un monde meilleur après la mort.

Un des lieux de pèlerinage les plus visités, surtout face à la menace des Vikings, est le Mont Saint-Michel. De nombreuses abbayes voient le jour, comme celle de Jumièges au X^e siècle.



1929, n° 260



1966, n° 1482

Le Mont Saint-Michel (Manche)



1998, n° 3165



1985, n° 985

L'abbaye de Jumièges (Seine-Maritime)

L'Église est cependant en crise : être moine est devenu avant tout un moyen de couler une existence à l'abri des soucis quotidiens, et la vie monastique souffre d'une détresse religieuse et morale.

C'est alors qu'un groupe de moines bénédictins tente de rehausser les valeurs de la vie monastique et de faire respecter à nouveau les règles instaurées au VI^e siècle par saint Benoît de Nursie. Ce début de redressement s'opère d'abord, au X^e siècle, à l'abbaye de Cluny, qui devient le centre de rayonnement du renouveau religieux, non seulement en France, mais dans toute l'Europe.



*1990, n° 2657
L'abbaye de Cluny*

Déjà, entre 862 et 866, ce n'est pas le roi Charles II le Chauve qui combat les Vikings, mais un seigneur féodal, Robert le Fort. Fondateur d'une véritable dynastie, les "Robertiens", ses descendants continuent à jouer un premier rôle en France face à des souverains incompetents, comme Charles III le Simple ou Louis V le Fainéant. Avec ce dernier s'éteint en 987 la dynastie carolingienne des minables successeurs de Charlemagne.

C'est alors qu'un descendant de Robert le Fort, Hugues Capet, est élu roi. Cette élection est due au soutien de deux grands personnages du royaume : l'archevêque de Reims Adalbéron, soutenu par le moine philosophe, savant et diplomate Gerbert d'Aurillac, qui deviendra en 999 le pape Sylvestre II.



*1987, n° 2478
Hugues Capet*



*1967, n° 1537
Élection d'Hugues Capet en 987*



*1964, n° 1421
Gerbert d'Aurillac,
futur pape Sylvestre II*

Mais le territoire de la France reste morcelé : Hugues Capet ne règne véritablement qu'en Île-de-France. Son autorité s'arrête aux frontières des grands États féodaux, comme la Flandre, la Normandie, la Bretagne, l'Anjou, la Bourgogne, la Champagne, l'Aquitaine, etc. Il faudra encore des siècles avant que les successeurs d'Hugues Capet soient vraiment les rois de toute la France.

Hugues Capet (987-996)
I
I
I
Robert II le Pieux (996-1031)
I
I
I
Henri I^{er} (1031-1060)
I
I
I
I
I
Philippe I^{er} (1060-1108)
I
I
I
I
Louis VI le Gros (1108-1137)
I
I
I
I
I
I
Louis VII (1137-1180)
I
I
I
I
I
Philippe Auguste (1180-1223)
I
I
I
I
I
I
I
I
I
Louis VIII (1223-1226)
I
I
I
Louis IX (1226-1270)
I
I
I
Philippe III (1270-1285)

Rupture entre l'Église romaine et l'Église orthodoxe 1054

Hastings 1066

Prise de Jérusalem 1099 lors de la première croisade

Le concordat de Worms met fin à la guerre d'investiture entre le pape et l'empereur 1122

Le Normand Roger II roi de Sicile 1130

Deuxième croisade 1147-1149

Prise de Jérusalem par Saladin 1187

Troisième croisade 1189-1192

Le comte de Flandre Baudouin empereur à Constantinople 1204

Magna Carta 1215

Frédéric II de Hohenstaufen sacré empereur du Saint-Empire 1220

Septième croisade 1248-1250

Vêpres siciliennes 1282

Hugues Capet a l'intelligence de mettre fin aux partages, qui, depuis Clovis, suivaient la mort du souverain, et au système électif. Il associe son fils Robert à la couronne, et introduit le système héréditaire : il institue la succession de mâle en mâle par ordre de primogéniture.

Les premiers rois de France ont des règnes assez longs : après Hugues Capet (987-996), il y a les règnes de Robert II le Pieux (996-1031), Henri I^{er} (1031-1060), Philippe I^{er} (1060-1108), Louis VI le Gros (1108-1137) et Louis VII (1137-1180).

Le premier duché à tomber entre les mains du roi de France est la Bourgogne, en 1016, sous Robert le Pieux. La Bourgogne sera capétienne jusqu'en 1361.



2015, n° 4930

Gisant de Robert II le Pieux et de son épouse Constance d'Arles à la basilique Saint-Denis

Deux événements d'une importance capitale ont lieu pendant ces premiers règnes : la conquête de l'Angleterre par le duc de Normandie et les croisades.

Les Normands, successeurs des Vikings qui s'étaient installés au IX^e siècle et toujours enclins aux aventures lointaines, s'en vont fonder un royaume dans l'Italie méridionale et en Sicile. Mais en 1066, le duc de Normandie, Guillaume le Conquérant, s'empare de toute l'Angleterre après avoir battu Harold, le dernier roi anglo-saxon, à la bataille d'Hastings. Cette conquête est racontée dans la célèbre tapisserie de Bayeux, connue également sous le nom de tapisserie de la reine Mathilde, l'épouse de Guillaume le Conquérant.



1966, n° 1486

Guillaume le Conquérant à la bataille d'Hastings en 1066



1987, n° 2492



1958, n° 1172



1994, n°s 2866/2867

Détails de la tapisserie de la reine Mathilde



Quant aux croisades, elles sont une véritable aubaine pour les rois de France. L'Église, qui ne demande pas mieux que de pouvoir s'appuyer sur une royauté forte - le scèptre et la crosse - parvient à détourner les énergies et les ambitions des grands seigneurs féodaux vers une entreprise religieuse et idéaliste : la lutte contre les Sarassins, qui s'étaient emparés des Lieux Saints. La première croisade se déroule à partir de 1096, avec la prise de Jérusalem en 1099.

Ces croisades ont une influence considérable sur la société à partir du XII^e siècle : elles signifient l'affaiblissement des seigneuries féodales, ce dont profite le roi pour accroître son pouvoir et ses domaines, et elles permettent l'éclosion d'une nouvelle force, surtout dans le Nord : les bourgeois des communes, qui tantôt par la violence, tantôt à l'amiable ou à prix d'argent, obtiennent de plus en plus de libertés.



1946, carte commémorative, avec vignette et oblitération, pour le 8^e centenaire de la deuxième croisade

En même temps que se développe progressivement le pouvoir royal, croît, aussi bien spirituellement que temporellement, le pouvoir de l'Église. Partout, des nouvelles abbayes voient le jour, portant l'art roman à son apogée.



*1963, n° 1394
L'abbaye de Moissac
(Tarn-et-Garonne)*



*1980, n° 2084
La cathédrale du Puy-en-Velay
(Haute-Loire)
Hauts lieux de l'art roman*



*1947, n° 772
La basilique Saint-Sernin de Toulouse
(Haute-Garonne)*

Les lieux de pèlerinage sont assidûment fréquentés par une population continuellement en demande de grâces ou à la recherche de la rémission des péchés. Ces lieux de pèlerinage se retrouvent surtout le long de routes bien établies, comme les quatre grandes routes françaises menant aux Pyrénées, pour le pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle.



1935, n° 302
St. Trophime d'Arles
(Bouches-du-Rhône)



1947, n° 792
Conques
(Aveyron)



1946, n° 763
Rocamadour
(Lot)



1946, n° 759
Vézelay
(Yonne)

Quelques lieux de pèlerinage importants en France au Moyen Âge

Partant de Cluny, le retour aux sources de saint Benoît avait engendré un renouveau spirituel et culturel, qui se répand au XII^e siècle surtout grâce à saint Bernard de Clairvaux (1091-1153). Après la fondation des abbayes de Cîteaux (1098) et de Clairvaux (1115), il est le grand promoteur du nouvel ordre des cisterciens, mais il se présente aussi comme un adversaire impitoyable de toute hérésie : il est le premier à combattre l'hérésie cathare qui fait de grands progrès dans le Midi, prônant l'extermination totale des cathares. Il est ainsi à l'origine des "croisades contre les Albigeois" dans la première moitié du XIII^e siècle et des massacres des cathares au nom de l'orthodoxie chrétienne.



1998, n° 3143
L'abbaye de Cîteaux (Côte-d'Or)



1953, n° 945

Saint Bernard de Clairvaux



2013, n° 4802

Au XII^e siècle, des mariages et un divorce vont entraîner la France dans un conflit avec l'Angleterre qui va durer des siècles.

Geoffroi V Plantagenêt, comte d'Anjou, épouse en 1128 Mathilde, la fille du roi d'Angleterre et petite-fille de Guillaume le Conquérant. Ils ont un fils, Henri, né en 1133, qui aura un destin exceptionnel : par sa mère, il devient duc de Normandie en 1150, et roi d'Angleterre en 1154, sous le nom d'Henri II.



*1964, n° 1424
Geoffroi V Plantagenêt*

Pendant ce temps, le futur roi de France Louis VII avait épousé en 1137 Aliénor (1122-1204), l'héritière de l'Aquitaine. La même année, à la mort de son beau-père Louis VI, elle devient reine de France.



*2003, n° 3640
Aliénor d'Aquitaine*

La mésentente règne dans le couple royal, et après la deuxième croisade, à laquelle Louis VII participa, l'annulation du mariage est prononcée en 1152.

Aliénor récupère ses fiefs, et s'empresse d'épouser, huit semaines après l'annulation de son premier mariage, Henri Plantagenêt, qui allait devenir deux ans plus tard le roi d'Angleterre Henri II ! Parmi les nombreux enfants qu'elle aura avec Henri II, deux occuperont le trône d'Angleterre : Richard I^{er} Coeur de Lion (de 1189 à 1199) et Jean sans Terre (de 1199 à 1216).



*1999, n° 3238
Richard I Plantagenêt, dit Coeur de Lion*

Henri II possède ainsi, outre l'Angleterre, par héritage et mariage, l'Anjou, la Normandie, le Maine, la Guyenne, l'Auvergne et l'Aquitaine. Bien plus que le roi de France...

Mais les rois d'Angleterre vont trouver en face d'eux un roi de France d'une grande envergure : Philippe Auguste. Né du second mariage de Louis VII, il occupe le trône de France de 1180 à 1223.



1955, n°1027

Philippe Auguste

Philippe Auguste participe d'abord à la troisième croisade, de 1189 à 1192, avec l'empereur germanique Frédéric Barberousse et le roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion. Les hostilités avec l'Angleterre reprennent surtout après l'avènement en Angleterre de l'incapable Jean sans Terre.

Mais le roi de France n'a qu'une idée en tête : chasser les Plantagenêts du territoire. Philippe Auguste prononce d'abord en 1203 la confiscation des domaines français de Jean sans Terre, pour cause "d'immoralité et d'indignité".

La prise de Château-Gaillard en 1204, qui lui donne la Normandie, est le premier grand succès de Philippe-Auguste. Puis, successivement, le Maine, l'Anjou, la Touraine et le Poitou tombent entre les mains du roi.

En 1212, c'est au tour de l'Auvergne, après la prise du château présumé inexpugnable de Tournai, en 1212.



2013, n° 4829

Prise de Tournai en 1212

Après tous ses échecs en France, Jean sans terre met une coalition sur pied avec l'empereur germanique Otton IV et le comte de Flandre, mais Philippe Auguste remporte une victoire décisive à Bouvines en 1214.



1967, n° 1538

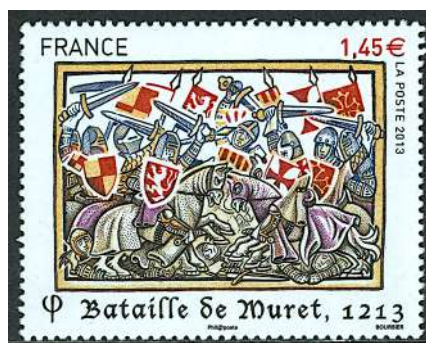


2014, n° 4858

La bataille de Bouvines (1214)

Moins glorieuse pour Philippe Auguste est sa croisade contre les Albigeois, à partir de 1208. C'est une expédition punitive purement politique, faite sous le couvert d'une entreprise religieuse. Officiellement, il s'agit une fois de plus de combattre les hérétiques cathares du Midi, mais en fait le véritable objectif en est de s'emparer des territoires du puissant comte de Toulouse.

Philippe Auguste donne carte blanche à Simon de Montfort, qui s'empare dès 1209 de Béziers, où il laisse perpétrer un véritable massacre, puis de Carcassonne. En 1213, il remporte une victoire décisive à Muret sur le comte de Toulouse et son allié aragonais.



2013, n° 4828

La bataille de Muret en 1213

Cette victoire est un grand succès pour Philippe Auguste : elle fait rentrer le comté de Toulouse, Albi et tout le Languedoc dans la sphère d'influence du roi de France.

À partir de 1150, l'amélioration des techniques de construction permet le développement d'une nouvelle architecture, que les hommes de la renaissance nommeront avec mépris l'art gothique. Cette architecture gothique atteint sa plénitude au XIII^e siècle dans la construction de nouvelles cathédrales, comme à Paris, à Chartres, à Reims, à Amiens, etc.



1947, n° 776
Paris



1944, n° 664
Chartres



1938, n° 399
Reims



1944, n° 665
Amiens

Quelques-unes des grandes cathédrales gothiques de France

Après le court règne de Louis VIII (1223-1226), qui tente vainement d’envahir l’Angleterre, commence le long règne de Louis IX (1226-1270), qui entrera dans l’histoire sous le nom de saint Louis. N’étant âgé que de douze ans lors de son avènement, c’est sa mère Blanche de Castille qui exerce la régence.

Blanche de Castille est une femme énergique et impérieuse. Elle parvient en 1234 à soumettre la Bretagne, qui avait longtemps été une alliée des Plantagenêts, et qui entre ainsi dans la sphère d’influence du roi de France.



1954, n° 989



1967, n° 1539
Louis IX



2014, n° 4857

La majorité de Louis IX est proclamée en 1234, et il doit rapidement prendre les armes pour soumettre à nouveau le Midi, où les cathares s’étaient redressés après la “croisade” de Simon de Montfort au début du XIII^e siècle. Les fils des deux adversaires de 1209 reprennent la lutte vers 1230 : Amaury de Montfort, fils de Simon, contre Raimond II Trencavel, fils de Raymond-Roger. Ce n’est qu’en 1247 que Raimond II Trencavel se soumet, après que le Midi ait une nouvelle fois été le théâtre de massacres et d’horreurs, accomplis au nom de Dieu. Un exemple frappant est la mort sur le bûcher de 200 “hérétiques”, après la chute de Montségur, un des derniers bastions des cathares.



1984, Carte maximum avec le timbre n° 2335
Les ruines du château cathare de Montségur (Ariège)

Louis IX doit également rapidement affronter de nouveau le roi Henri III d'Angleterre, qui rêve de reprendre ses possessions françaises perdues sous ses prédécesseurs. Mais Henri III est battu à Taillebourg en 1242, ce qui met provisoirement fin aux ambitions territoriales anglaises en France. Finalement, en 1259, Louis IX et Henri III signent le traité de Paris, qui met fin à un conflit qui durait depuis le divorce de Louis VII et d'Aliénor d'Aquitaine en 1152. Par ce traité, l'autorité du roi de France sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Poitou et le Maine est confirmée, tandis que le roi d'Angleterre garde la Guyenne, le Périgord et le Limousin.

Les deux croisades qu'il mène se terminent toutes deux par de lamentables défaites. Une première fois, il s'embarque en 1248 (septième croisade), et débarque à Damiette, mais il est battu et fait prisonnier en 1250. Ayant racheté sa liberté, il reste quatre ans en Palestine.



*Egypte, 1957, n° 400
Louis IX est fait prisonnier à Mansourah en 1250*

De retour en France, il réorganise ses États, fortifie l'autorité royale, et réforme profondément la justice. Il fait construire la Sainte-Chapelle et la Sorbonne. Sa réputation de piété, d'intégrité et de vertu lui vaut l'estime universelle, et fait de lui l'arbitre désigné de nombreux conflits.

En 1270, il entreprend la huitième croisade et fait voile vers Tunis, mais il meurt de dysenterie, à peine débarqué.

La chronique écrite par Jean de Joinville reste la source la plus précieuse sur l'histoire des deux croisades de Louis IX. Sénéchal de Champagne, il avait accompagné le roi pendant la première croisade et la captivité, mais il avait fortement déconseillé au roi d'entreprendre la fatale dernière croisade.



*1966, n° 1492
Vitrail de la Sainte-Chapelle de Paris*



*1957, n° 1108
Jean de Joinville*

Son fils Philippe III lui succède. Il occupe le trône de 1270 à 1285. Le temps des croisades appartenant définitivement au passé, Philippe III s'occupe surtout à agrandir le domaine royal et à affermir son autorité.

Par héritage, il parvient à incorporer au domaine royal le comté de Toulouse, le Poitou et l'Auvergne. Ces territoires étaient déjà dans la sphère d'influence des rois de France, mais font maintenant partie intégrante du royaume.

Son oncle Charles de Valois, roi de Naples et de Sicile et frère de saint Louis, se fait expulser de Sicile après les "Vêpres siciliennes" de 1282, où 2000 Français sont massacrés. Cette révolte est attisée par le roi d'Aragon Pierre III, qui devient le maître de la Sicile.



*Italie, carte maximum de 1982 avec le timbre n° 1526
700^e anniversaire des "Vêpres siciliennes"*

Philippe III, furieux de l'outrage fait à l'honneur français en Italie, organise une campagne pour occuper l'Aragon, qui se solde par un grave échec pour le roi de France. Les deux ennemis, Pierre II d'Aragon et Philippe III le Hardi, meurent la même année, en 1285. Alors commence le règne de Philippe IV le Bel.

III. De 1285 à 1515

Philippe IV le Bel (1285-1314)

I
I
I
I

Louis X le Hutin (1314-1316)

I
I
I

Philippe V le Long (1316-1322)

I
I
I

Charles IV (1322-1328)

I
I
I

Philippe VI (1328-1350)

I
I
I
I
I

Jean II le Bon (1350-1364)

I
I
I

Charles V le Sage (1364-1380)

I
I
I

Charles VI le Fol (1380-1422)

I
I
I

Charles VII (1422-1461)

I
I
I
I

Louis XI (1461-1483)

I
I
I

Charles VIII (1483-1498)

I
I
I
I
I
I

Louis XII (1498-1515)

I
I

Bataille des Éperons d'Or 1302

Le pape à Avignon 1309

*Jacques d'Artevelde reconnaît Edouard III d'Angleterre
comme roi de France 1337*

La grande peste 1348-1351

Début du "Grand Schisme" dans l'Église 1378

Concile de Constance 1414-1418

Chute de Constantinople 1453

"Guerre des deux Roses" en Angleterre 1455-1485

*Mariage de Marie de Bourgogne et de Maximilien
d'Autriche 1477*

Découverte de l'Amérique 1492

Chute de Grenade 1492

Naissance de Charles Quint 1500

Henri VIII monte sur le trône d'Angleterre 1509

Philippe IV monte sur le trône en 1285. Il va régner jusqu'à sa mort en 1314. Il parvient à faire du royaume de France un État centralisé, dont il améliore nettement l'administration. Il augmente encore le domaine royal en rattachant en 1285 la Champagne au royaume de France.



*1968, n° 1577
Philippe IV le Bel*

Trois grands conflits vont sillonner ce long règne :

- Le conflit avec l'Église. Le pape Boniface VIII menace le roi d'excommunication, surtout parce que celui-ci avait saisi des revenus de l'Église. Philippe IV envoie en 1303 son conseiller Nogaret en Italie. Celui-ci s'empare brutalement de la personne du pape, réfugié à Anagni. Le pape meurt quelques jours plus tard. Après le court intermède de Benoît XI (1303-1304), son successeur est un Français, Clément V, qui n'ose plus s'opposer au roi de France. En 1309, il s'installe même à Avignon, où les papes successifs auront leur résidence jusqu'en 1377.



*Vatican, 1998, n° 1096
Le pape Boniface VIII*



1938, n° 391



2009, n° 4348

Le palais des papes à Avignon

- Le conflit avec la Flandre. Les tisserands flamands ont besoin de la laine anglaise, et se tournent plutôt vers Londres que vers Paris. L'armée de chevaliers, envoyée par Philippe IV pour soumettre la Flandre, est écrasée à Courtrai en 1302 par les milices flamandes, à la "Bataille des Éperons d'or". Philippe IV parvient à redresser la situation, et réussit finalement à rattacher Lille et Douai au domaine royal.



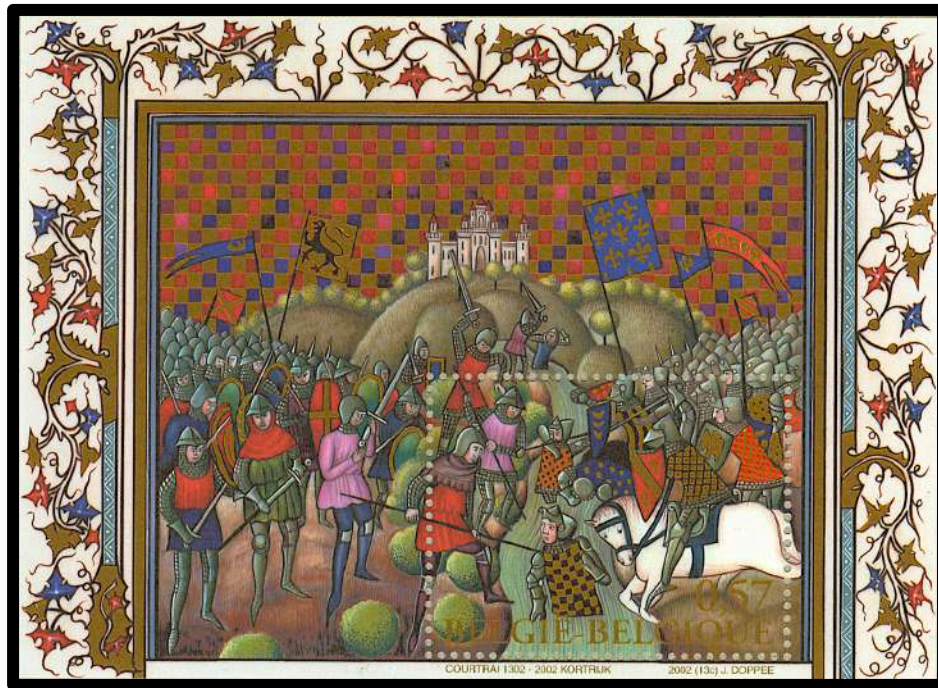
Belgique, 1977, n° 1857



Belgique, 2002, n°s 3088/3089



La bataille des Éperons d'or, à Courtrai en 1302



Belgique, 2002, bloc 96

La bataille des Éperons d'or, à Courtrai en 1302

- Le conflit avec les Templiers. Toujours à court d'argent, le roi, conseillé par Enguerrand de Marigny, réalise plusieurs fortes dévaluations, au point que le pape le traite de faux-monnayeur. En 1306, il prononce l'expulsion des juifs et la confiscation de leurs biens. Mais, comme cela ne suffit toujours pas à remplir les caisses du trésor royal, il s'attaque au riche et puissant ordre des Templiers. En 1307, les Templiers sont arrêtés, leur ordre dissous, leurs biens et leurs terres confisqués. Jacques de Molay, le dernier grand-maître de l'ordre, meurt en 1314 sur le bûcher, en maudissant le roi et le pape, qui meurent la même année...



Bulgarie, 2008, n° 4194

700^e anniversaire de l'arrestation des Templiers



Bulgarie, 2012, n° 4305

700^e anniversaire de la dissolution de l'ordre des Templiers par le pape Clément V

Les trois fils de Philippe le Bel vont se succéder sur le trône de France : Louis X le Hutin (1314-1316), Philippe V le Long (1316-1322) et Charles IV (1322-1328). Ces courts règnes, splendidement décrits par Maurice Druon dans “Les Rois maudits”, font surgir le principe de succession : c’est pour justifier les prétentions de Philippe V à la couronne que l’on va exhumer une vieille loi franque, que l’on nomme “loi salique”. Cette loi, qui élimine les femmes de la succession au trône, va engendrer la Guerre de Cent Ans...

Le problème de la succession se pose à nouveau en 1328 : invoquant toujours la loi salique, la couronne passe à Philippe VI. Il est le fils de Charles de Valois, frère de Philippe IV le Bel. C’est le premier de la dynastie des Valois, qui va régner jusqu’en 1381.

Cette élection de Philippe VI déplaît fortement au jeune roi d’Angleterre Édouard III. Il est le fils d’Isabelle, la fille de Philippe IV le Bel,, mais sa revendication du trône de France est écartée en vertu de la loi salique. Édouard III se venge en interdisant en 1336 l’exportation de la laine vers la Flandre. C’est alors que Jacques d’Artevelde, un membre de la haute bourgeoisie gantoise, a une idée géniale pour éviter la ruine menaçante : il incite la Flandre à ne plus reconnaître la maison de Valois comme la dynastie légitime en France, mais de reconnaître Édouard III comme roi de France, puisque celui-ci est le petit-fils de Philippe le Bel. La laine anglaise revient à Gand, mais la réaction de Philippe VI ne se fait pas attendre : il confisque la Guyenne aux Anglais. Ceci déclenche la guerre, qui va durer un siècle !



*Belgique, 1944, n° 665
Jacques d’Artevelde*

Les premiers succès sont pour l’Angleterre : la flotte française est détruite à Sluis en 1340, et l’armée anglaise, mieux équipée et plus disciplinée, inflige une défaite écrasante aux Français à Crécy en 1346.

Malgré tous ces échecs, Philippe VI parvient encore en 1349 à acheter le Dauphiné et la ville de Montpellier, et à rattacher ces territoires au domaine royal. Philippe VI meurt en 1350, et son fils, Jean II le Bon, monte sur le trône de France.



*1949, n° 839
600^e anniversaire du rattachement du Dauphiné à la France (1349)*

Pendant ce temps, un terrible fléau s’abat sur l’Europe : la peste. La “mort noire” ravage la France, emportant un tiers de la population.

La France refuse les offres de compromis d'Édouard, et la guerre reprend en 1355, menée par le "Prince noir", le fils du roi d'Angleterre. Il inflige en 1356 à Poitiers une nouvelle défaite aux Français, et Jean le Bon, fait prisonnier, va passer le restant de sa vie, jusqu'à sa mort en 1364, dans une captivité dorée à Londres.



1964, n° 1413
Jean II le Bon

Son fils, le futur Charles V, est aux abois, et est humilié par les États généraux, qui sont gouvernés par Étienne Marcel, le prévôt des marchands. C'est une véritable guerre civile en France, qui tourne finalement à l'avantage du dauphin, qui réintègre Paris en 1358.

Édouard III profite de la faiblesse française pour leur imposer le désastreux traité de Brétigny en 1360 : tous les territoires du Sud-Ouest vont à l'Angleterre.

Devenu roi en 1364, Charles V, surnommé le Sage, passe sa vie à récupérer le terrain perdu. Il mène une guerre d'usure contre les Anglais, et à sa mort en 1380, les rôles sont inversés : l'Angleterre ne tient plus que Bordeaux, Bayonne et Calais. Cette progression inespérée est l'oeuvre de deux grands serviteurs de l'État : le connétable Bertrand du Guesclin sur terre, et l'amiral Jean de Vienne sur mer.



1961, n° 1295
Bertrand du Guesclin



1968, n° 1578



1942, n° 544
Jean de Vienne

La seule malencontreuse idée de Charles V est de nommer son frère, Philippe le Hardi, duc de Bourgogne. Or, Philippe se marie en 1369, avec Marguerite de Male, l'héritière du comté de Flandre, unissant ainsi le destin de la Bourgogne et de la Flandre. Le roi de France croyait trouver ainsi de nouveaux alliés : en fait, la Bourgogne deviendra pendant un siècle le pire ennemi de la France.

Cette situation favorable laissée par Charles V se dégrade dès la mort de cet excellent roi. Son successeur est son fils, Charles VI, dont le long règne, de 1380 à 1422, est une catastrophe pour la France : il est atteint de folie depuis 1392.

Quatre régents sont nommés, dont les trois oncles du jeune roi : les ducs d'Anjou, de Berry et de Bourgogne. Sous l'influence de Jean sans Peur, duc de Bourgogne depuis 1385, la régence évolue de plus en plus en faveur du roi d'Angleterre. Le seul qui s'y oppose avec fermeté est Louis d'Orléans, le frère du roi fou. Mais Jean sans Peur fait assassiner Louis en 1407 : c'est le début d'une véritable guerre civile, entre les "Bourguignons", les partisans pro-anglais du duc de Bourgogne, et les "Armagnacs", qui s'opposent à la toute-puissance de ce duc de Bourgogne.

Le roi d'Angleterre Henri V, en campagne en France en 1415, y remporte une nouvelle et écrasante victoire contre l'armée française, à Azincourt.



*British Indian Ocean Territory, 2010, n° 4543
La bataille d'Azincourt en 1415*



*Grande-Bretagne, 2015
Cachet commémoratif : Henri V à la bataille d'Azincourt en 1415*

Jean sans Peur est à son tour assassiné en 1419. Son successeur, le duc de Bourgogne Philippe le Bon, jure de se venger. Il s'allie au roi d'Angleterre Henri V, et lui livre la majeure partie du territoire français. Il fait signer en 1420 le honteux traité de Troyes, qui fait d'Henri V d'Angleterre le futur roi de France, à la mort du roi dément Charles VI.



*1969, n° 1587
Philippe le Bon, duc de Bourgogne*

Heureusement pour la France, Henri V meurt en 1422, un peu avant Charles VI le Fol.

Charles VII, fils du roi défunt, est dans une situation précaire, sinon désespérée : il n'est reconnu que par une infime partie de l'aristocratie qui lui est restée fidèle, et pratiquement toute la France est aux mains soit des Anglais, soit des Bourguignons. Charles VII reste confiné avec ses rares partisans à Bourges.



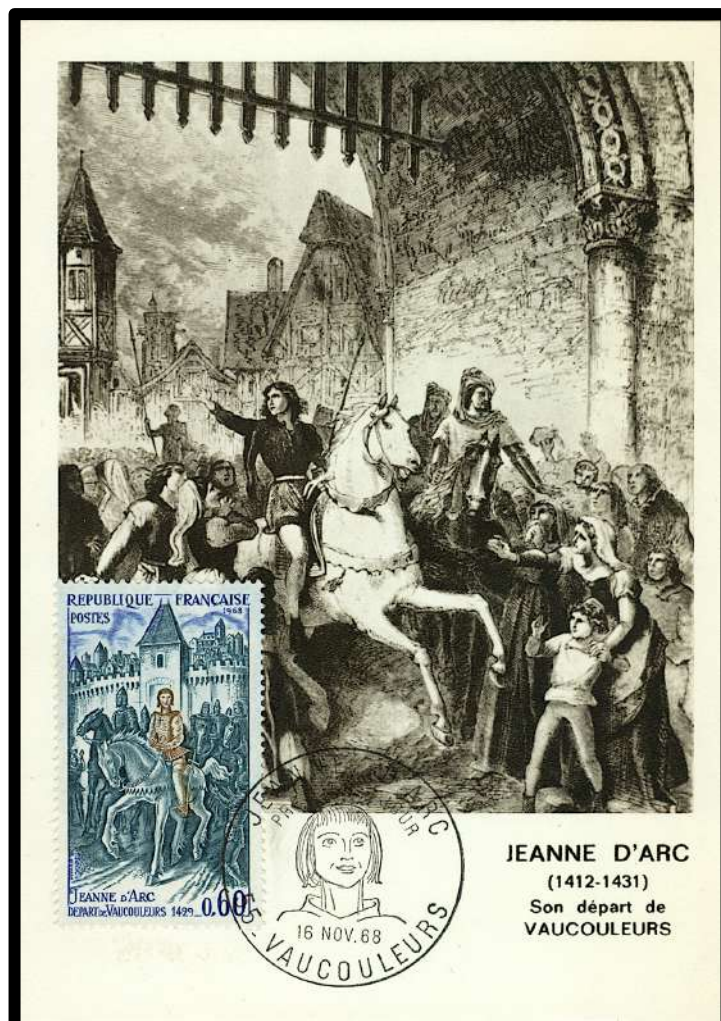
1946, n° 770



2023, n° 5725

Charles VII

C'est alors que se lève un personnage que l'histoire a beaucoup de mal à situer dans son contexte exact : c'est une jeune fille née en Lorraine, qui s'appelle Jeanne d'Arc. Malgré les obstacles évidents et qui paraissent insurmontables, elle parvient à convaincre Charles VII de sa mission "divine".



*Carte maximum de 1968 avec le timbre n° 1579
Le départ de Vaucouleurs de Jeanne d'Arc*



1929, n° 257



1946, n° 768



1968, n° 1579

Jeanne d'Arc



2012, n° 4654

En 1429, Jeanne d'Arc, à la tête d'une petite armée, oblige les Anglais à lever le siège d'Orléans. Elle défait ensuite les Anglais à Patay et fait sacrer Charles VII à Reims. C'est le début du redressement français.

Mais Charles VII refuse de la suivre pour reconquérir Paris. Elle est capturée par les Bourguignons, livrée aux Anglais, et brûlée vive en 1431 à Rouen.

L'impulsion que Jeanne d'Arc avait donnée à la reconquête ne se ralentit cependant pas, si bien qu'au bout de vingt ans de lutte, les Anglais, battus à Formigny (1450) et à Castillon (1453) sont chassés de France, où ils ne conservent que Calais.

Charles VII essaye d'assurer à la France un bon gouvernement, des finances saines - grâce au génie commercial de son grand argentier Jacques Coeur, qui est, comme Jeanne, finalement payé d'ingratitude -, et une armée permanente.

Il triomphe de la Praguerie, une révolte des seigneurs, que son propre fils, le futur Louis XI, soutenait.



1955, n° 1034

Jacques Coeur (1395-1456)

Charles VII meurt en 1461 et laisse le trône à son fils Louis XI. Celui-ci parviendra finalement, à force de patience, de ruse et d'intelligence, à détruire en dix ans la puissance bourguignonne, qui semblait inébranlable.

Après la mort de Philippe le Bon en 1467, son fils Charles le Téméraire devient duc de Bourgogne. Il humilie d'abord Louis XI à Liège et à Péronne. Voulant unifier ses territoires bourguignons et flamands, il veut s'approprier la Lorraine et se tourne contre les Suisses, alliés de la Lorraine et de Louis XI. Mais il est battu à Grandson et à Morat par les Suisses en 1476. Il lève une nouvelle armée, envahit la Lorraine, mais il échoue devant Nancy début 1477, où il perd la vie.



*1945, n° 743
Louis XI*



*Belgique, 1941, n° 580
Charles le Téméraire*



*1969, n° 1616
Entrevue orageuse entre
Louis XI et Charles le Téméraire*



*1977, n° 1943
Bataille de Nancy (1477)
où Charles le Téméraire trouve la mort*

Louis XI affermit le pouvoir royal aux dépens des grands corps politiques et du clergé, poursuit l'oeuvre de réorganisation militaire entreprise par Charles VII, et favorise le renouveau économique du royaume. Même s'il ne paraît pas vraiment sympathique, c'est assurément un des plus grands rois de France.

Après le départ des Anglais, qui ne tiennent plus que Calais, Louis XI s'occupe lui aussi à agrandir son territoire : il hérite du comté d'Anjou en 1480 et de la Provence en 1481, et il obtient le duché de Bourgogne après la chute de Charles le Téméraire, ce qui est confirmé par le traité d'Arras de 1482.



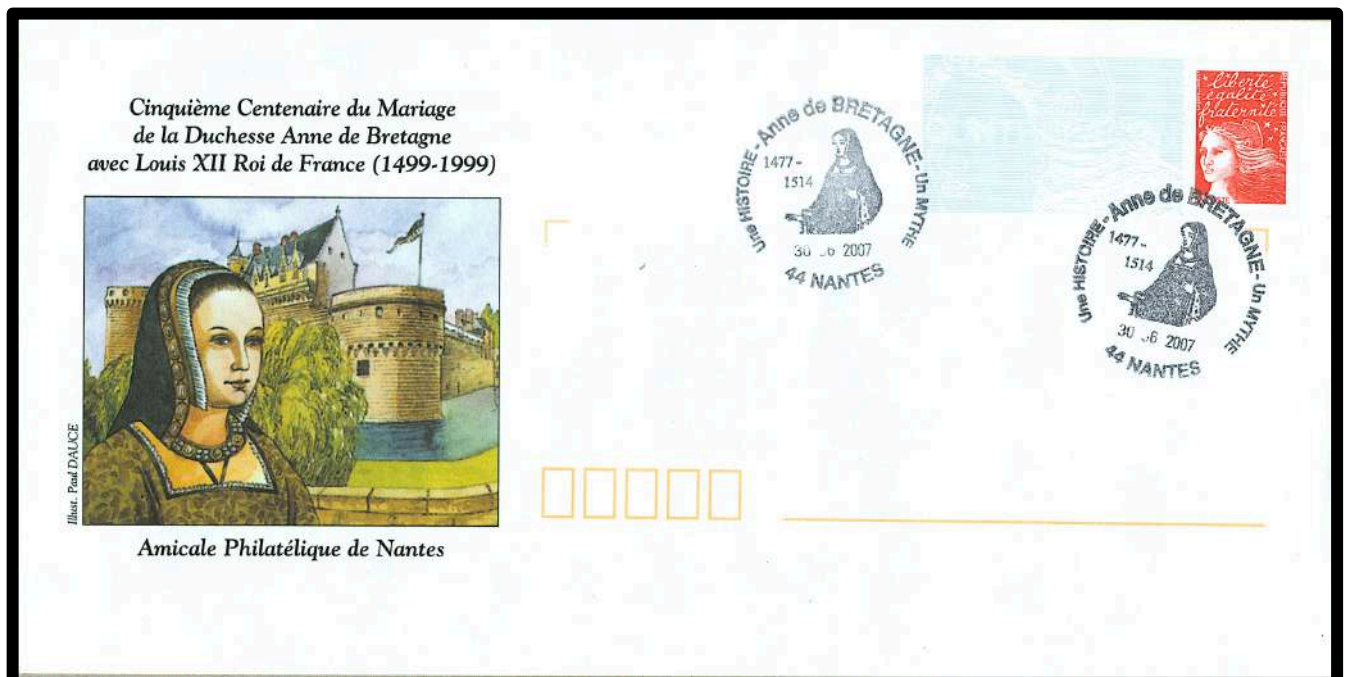
*1977, n° 1944
500^e anniversaire du rattachement de la Bourgogne à la France*

Le successeur de Louis XI, son fils Charles VIII, monte sur le trône en 1483. Il s'intéresse très tôt au duché de Bretagne, surtout après la mort du duc de Bretagne François II en 1488. Il parvient à épouser en 1491 Anne, la fille du duc défunt, héritière du duché. Mais son contrat de mariage stipule que, si elle devient veuve et en cas d'absence d'héritier mâle, elle sera obligée d'épouser le successeur de Charles VIII. Cette clause ne servait qu'à maintenir la tutelle du roi de France sur la Bretagne.



2014, n° 4834
Anne de Bretagne

Or, Charles VIII meurt en 1498, et son cousin Louis XII lui succède. Anne est donc, selon le contrat, obligée d'épouser Louis XII. Le nouveau contrat de mariage lui redonne cependant tous ses droits sur le duché de Bretagne, dont son époux n'est plus que le "duc consort".



1999, carte commémorative pour le 500^e anniversaire du mariage d'Anne de Bretagne avec Louis XII (1499)

Anne de Bretagne meurt en janvier 1514, et sa fille Claude épouse quelques semaines plus tard François d'Orléans, qui devient roi de France en 1515 sous le nom de François I^{er}. Ces aventures matrimoniales donnent ainsi finalement quand même la Bretagne à la France.



Monaco, 1962, n° 576
Le roi de France Louis XII (à gauche)

Les règnes de Charles VIII (1483-1498) et de Louis XII (1498-1515) sont cependant surtout dominés par les guerres d'Italie. Elles ont pour point de départ le fait que Charles VIII veut faire valoir ses droits sur le royaume de Naples.

La première guerre d'Italie est menée par le roi de France Charles VIII, de 1494 à 1497. Estimant qu'il a des droits sur le royaume de Naples, il prend en 1494 le chemin de l'Italie. Il entre sans aucune résistance à Milan, à Florence, à Rome et à Naples, mais les brutalités et les pillages de l'armée française - la fameuse *furia francese* - lui enlève toute sympathie. Milan (Ludovic le More), Rome (le pape Alexandre VI), Naples (les Espagnols), qui tous avaient pourtant accueilli Charles VIII à bras ouverts, s'allient alors avec Venise contre lui, et forment la "sainte ligue" de 1495. Charles VIII doit quitter l'Italie et les restes de son armée sont finalement écrasés par les Espagnols en 1497.

Son successeur, le roi de France Louis XII, récidive à trois reprises : ce sont les deuxième (1499-1500), troisième (1501-1504) et quatrième (1508-1513) guerres d'Italie.

Pendant la deuxième guerre, Louis XII écarte Ludovic le More et occupe Milan, avec l'accord de Venise et du pape Alexandre VI.



*Vatican, 1998, n° 1102
Le pape Alexandre VI*



Vatican, 1953, n° 180



*Vatican, 2013, n° 1635
Le pape Jules II*

Pendant la troisième guerre, le roi de France, toujours avec l'accord du pape Alexandre VI et de César Borgia (le fils du pape), se rend maître de Naples, mais le pape meurt en 1503. Le nouveau pape Jules II, un della Rovere, ennemi implacable d'Alexandre VI, un Borgia, renverse les alliances, et Louis XII est finalement battu par les armées de Ferdinand d'Aragon. La bataille du Garigliano de fin 1503 est restée célèbre par l'héroïque défense d'un pont par le chevalier Bayard, seul face aux Espagnols.



1943, n° 590

Pierre Terrail, seigneur de Bayard



1969, n° 1617

Pendant la quatrième guerre, Louis XII attaque Venise, avec l'accord du pape Jules II, mais, comme d'habitude, le pape retourne ensuite les alliances, et se joint à Venise et à l'Espagne contre la France. Finalement, les Français sont vaincus, et Louis XII doit évacuer toute la péninsule, remettant Milan de nouveau aux Sforza. Le bilan de ces quatre guerres est donc en fin de compte un échec complet pour la France.

IV. De 1515 à 1643

François I^{er} (1515-1547)

I
I
I
I
I
I

Henri II (1547-1559)

I
I
I
I
I
I

François II (1559-1560)

I
I
I

Charles IX (1560-1574)

I
I
I
I

Henri III (1574-1589)

I
I
I
I

Henri IV (1589-1610)

I
I
I
I
I
I
I

Louis XIII (1610-1643)

I
I

Luther s'oppose à Rome 1517

Charles Quint élu empereur 1519

Henri VIII se proclame chef de l'Église anglicane 1534

Bataille de Mühlberg 1547

Abdication de Charles Quint 1555

Les Anglais perdent Calais 1558

Traité de paix de Cateau-Cambrésis 1559

Le duc d'Albe vice-roi des Pays-Bas 1567

Massacre de la Saint-Barthélemy 1572

Exécution de Marie Stuart 1587

Défaite de "l'Armada invincible" de Philippe II 1588

L'Édit de Nantes 1598

Samuel de Champlain fonde Québec 1608

Début de la Guerre de Trente Ans 1618

François I^{er} accède au trône de France en 1515. En tout point un homme de la Renaissance, amoureux des arts et des lettres, grand admirateur des humanistes, il reprend immédiatement à son compte les ambitions conquérantes de ses deux prédécesseurs.



*1967, carte maximum avec le timbre n° 1518
François I^{er}*

Il s'allie aux Vénitiens et au pape Léon X, descend en Italie et remporte une écrasante victoire sur les Suisses à Marignan, près de Milan, en 1515.



*Suisse, 2015, n° 2317
La bataille de Marignan (1515)*

Il reprend Milan, mais il trouve dès le début un adversaire dans la personne de Charles Quint. Celui-ci est devenu maître d'un empire immense, ayant récolté les héritages de son grand-père, Maximilien d'Autriche, et de son père, Philippe le Beau. Cet empire englobe l'Espagne et toutes ses possessions d'outre-mer, surtout en Amérique, les Pays-Bas, l'ensemble des territoires allemands des Habsbourg et le royaume de Naples avec la Sicile.

Le roi vit dans la crainte continuelle de la menace que constitue Charles Quint, qui est présent aux frontières du Nord, de l'Est et du Sud. Entre ces deux rivaux, le roi Henri VIII d'Angleterre joue le rôle d'arbitre, oscillant de l'un à l'autre selon le profit qu'il peut en tirer.



*Vatican, 1946, n° 138
Charles Quint*



*Grande-Bretagne, 1997, n° 1935
Henri VIII*

Toute la vie des ces souverains est une longue lutte pour la suprématie européenne, entrecoupée de guerres, de trêves conclues et dénoncées, d'alliances nouées et dénouées, de paroles non tenues et de traités sans résultats concrets. François I^{er} connaît deux échecs : il doit laisser en 1519 la couronne du Saint-Empire romain germanique à son rival, qui... avait mieux soudoyé les électeurs, et il subit une défaite écrasante à Pavie en 1525, où il est fait prisonnier. La Palice, vétéran de toutes les guerres d'Italie et un des ses principaux conseillers, y trouve la mort.

Finalement, à bout de souffle après trente ans de lutte, une paix précaire est conclue en 1544 : François I^{er} renonce à ses prétentions sur Naples et à sa suzeraineté sur la Flandre et l'Artois, tandis que Charles-Quint garde le Milanais, mais renonce à la Bourgogne. Ce traité, comme tous ceux qui l'ont précédé, devient caduc à la mort du roi en 1547.



*2015, n° 4955
Jacques de Chabannes, seigneur de La Palice
La phrase "S'il n'était pas mort, il ferait encore envie" est malheureusement
devenue "S'il n'était pas mort, il serait encore en vie..."*

François I^{er} avait été un artiste et un mécène. En 1516, il était parvenu à convaincre Léonard de Vinci de le suivre en France. Léonard de Vinci ramena dans ses bagages quelques toiles, dont... *La Joconde*.



*1952, n° 929
Léonard de Vinci, qui ramène "La Joconde" en France en 1516*



1999, n° 3235

Le roi avait également été un grand bâtisseur : de nombreux châteaux, dont plusieurs le long de la Loire, ont été construits ou embellis par lui, comme Fontainebleau, Blois, Chambord, Amboise, etc.



*1951, n° 878
Le château de Fontainebleau*



*1960, n° 1255
Le château de Blois*



*1952, n° 924
Le château de Chambord*



*1963, n° 1390
Le château d'Amboise*

Alors que tous les territoires de Charles Quint connaissent une lutte intense entre les catholiques et les partisans de la Réforme, lancée en 1519 par Martin Luther, alors que l'Angleterre passe à la religion anglicane par la volonté du roi Henri VIII, alors que Jean Calvin fustige à Genève la corruption et la vénalité de Rome et du clergé, François I^{er} se montre plutôt tolérant envers toutes ces tendances religieuses. N'hésitant pas à rechercher l'alliance de Soliman le Magnifique, il manifeste une certaine indifférence face aux problèmes théologiques, et préfère s'amuser avec la verve et le sarcasme d'un Rabelais...



*1983, n° 2256
Martin Luther*



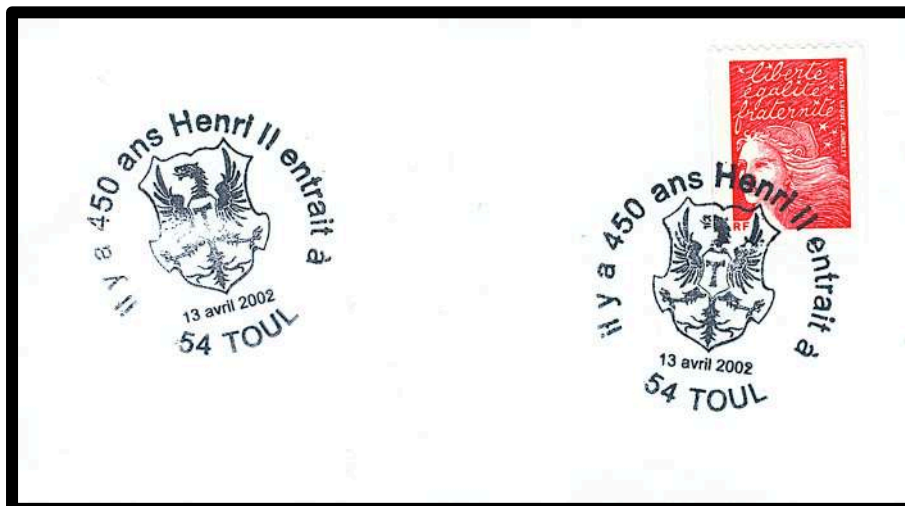
*1964, n° 1420
Jean Calvin*



*1950, n° 866
François Rabelais*

Les successeurs de François I^{er} ne font pas preuve de sa clairvoyance et de sa tolérance en matière religieuse : la France va connaître pendant un demi-siècle les affreuses guerres de religion, où chacun croyait "avoir Dieu à ses côtés".

Henri II, le fils de François I^{er}, règne de 1547 à 1559. Constatant que Charles Quint se trouve de plus en plus empêtré dans d'incessants conflits avec les principautés allemandes favorables à la Réforme, Henri II lui déclare la guerre en 1552 et exige Metz, Toul et Verdun. En plus, il s'attaque à l'Angleterre et en 1558, lui reprend Calais, qui était la dernière possession anglaise en France.



Oblitération commémorative du 450^e anniversaire de l'entrée du roi Henri II à Toul

Une fois de plus, tout se termine par un traité : en 1559, à Cateau-Cambrésis, Henri II et Philippe II, qui a succédé en 1555 à son père Charles Quint, stipulent que la France renonce définitivement à tous ses droits en Italie, au Piémont en Savoie. Elle conserve en contrepartie la possession de Metz, Toul et Verdun.

Henri II, mort d'un accident de tournoi, était marié à Catherine de Médicis, qui va, pendant les trois décennies que durent les règnes de ses trois fils, gouverner la France avec tenacité. Elle parviendra à sauvegarder l'essentiel et réussira, non sans mal, à faire passer la France au travers de la guerre civile.

Le nom que l'on retient cependant le plus souvent du règne d'Henri II est celui de Diane de Poitiers, qui fut pendant plus de vingt ans sa favorite, bien qu'ayant vingt ans de plus que le roi.



*Rwanda, 1974, n° 592
Diane de Poitiers*



*2016, n° 5067
Catherine de Médicis*

C'est malheureusement sous le règne d'Henri II que commencent les persécutions des protestants en France : la "chambre ardente", le tribunal qui est chargé de poursuivre les hérétiques, s'attèle dès 1547 à sa sinistre besogne : bûchers et gibets parsèment la France.

Les trois fils d'Henri II qui vont se succéder sur le trône de France sont François II (1559-1560), Charles IX (1560-1574) et Henri III (1574-1589). Mais en fait, c'est la régente-mère Catherine de Médicis qui gouverne la France.

Dès le départ, les deux camps se démarquent : les catholiques, commandés par le duc de Guise, et les huguenots (de l'allemand "Eidgenossen"), avec à leur tête l'amiral de Coligny. Entre les deux, la régente-mère, aidé par le chancelier Michel de l'Hospital, recherche l'équilibre et essaie de rester au-dessus des factions.



*1973, n° 1744
L'amiral Gaspard de Coligny, chef des huguenots*



*1960, n° 1257
Michel de L'Hospital*

Échauffourées, assassinats et même massacres se succèdent des deux côtés. En 1563, le duc de Guise est assassiné, et, privés de leur chef, les catholiques acceptent l'édit d'Amboise, qui concède une certaine liberté aux huguenots.

Mais l'intolérance continue à régner. La reine-mère favorise alternativement les catholiques et les huguenots, et l'escalade est inévitable avec le renvoi, en 1568, du conciliant et tolérant chancelier Michel de l'Hospital. Le point culminant se situe le 24 août 1572 : plus de 5 000 huguenots, dont Coligny, sont massacrés à Paris, lors de la Saint-Barthélemy.

Les catholiques semblent vainqueurs, jusqu'à la mort de Charles IX en 1574. C'est son frère Henri III, qui avait pourtant été élu en 1573 roi de Pologne, qui monte sur le trône de France.



2001, entier postal de Pologne, avec l'effigie du roi Henri III (Henri 3^e de Pologne)

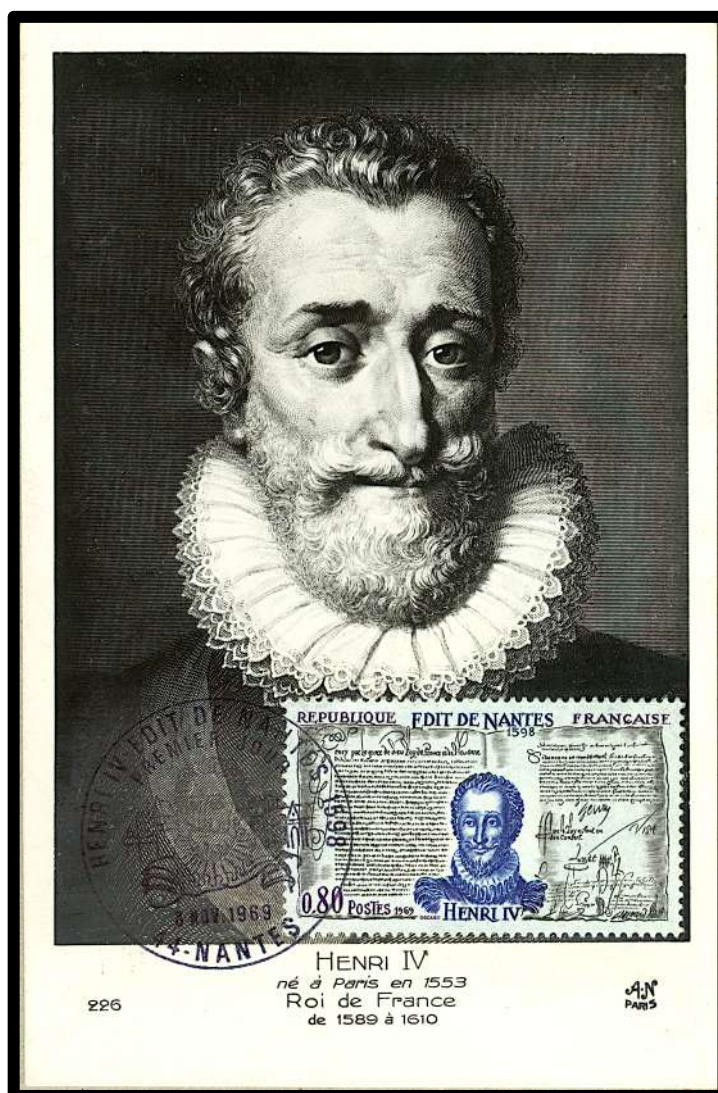
Sans armée, sans argent et sans pouvoir, il est une cible facile pour les catholiques, dont le chef est le nouveau duc de Guise. Ceux-ci tiennent Paris et le pouvoir, et constituent la "Ligue", dont le but est d'éliminer l'héritier du trône Henri, le roi huguenot de Navarre (le futur Henri IV). Ils décident d'écarter les Valois de l'ordre de succession et nomment le cardinal de Bourbon héritier du trône.



*Pologne, 1998, n° 3485
Henri III*

Henri III, menacé de toutes parts à Paris, se réfugie à Blois avec quelques fidèles, et en décembre 1588 y fait assassiner le duc de Guise. Il s'associe ensuite avec son héritier Henri de Navarre, et ensemble, ils parviennent à redresser la situation. Ils remontent vers Paris, mais Henri III est assassiné à son tour en août 1589. Henri III a souvent été vilipendé par l'histoire, mais son intelligence et sa patiente énergie ont sauvé le trône de France.

Henri IV devient donc roi de France en 1589, mais il n'est pas reconnu par les catholiques, qui tiennent toujours Paris. Après plusieurs tentatives manquées de s'emparer de la capitale, Henri IV comprend qu'il ne sera jamais reconnu s'il maintient son adhésion au protestantisme. En 1593, il se convertit au catholicisme ("Paris vaut bien une messe..."), ce qui lui permet d'être enfin reconnu roi de France et d'entrer en 1594 dans Paris. Profitant de sa conversion d'une part et des sympathies qu'il garde dans le camp huguenot, il parvient enfin à mettre un terme à la guerre civile et à faire régner la paix dans son royaume.



*Carte maximum de 1969, avec le timbre n° 1618
Henri IV*



1943, n° 592



2012, n° 4698

Henri IV

Philippe II d'Espagne ne cessant jamais de soutenir ses ennemis, Henri IV déclare en 1595 la guerre à l'Espagne. Succès et revers se succèdent pour les deux camps, jusqu'en 1598, quand le traité de Vervins est signé, qui restitue le statu quo d'avant la guerre. La même année, Henri IV signe l'édit de Nantes, qui accorde la liberté de conscience et de culte à tous les Français.



1969, n° 1618



1998, n° 3146

Signature par Henri IV en 1598 de l'édit de Nantes, qui instaure la liberté de culte

La paix étant obtenue aussi bien à l'intérieur du royaume qu'à l'extérieur, Henri IV peut enfin s'attaquer au redressement économique de son pays. Il est aidé en cela par Maximilien de Béthune, duc de Sully. Surintendant des finances à partir de 1597, celui-ci parvient, à force d'activité, d'ordre et d'économies, à réaliser les plans conçus par Henri IV.



1943, n° 591

Maximilien de Béthune, duc de Sully

Henri IV est assassiné en 1610. Il laisse un pays prospère et tranquille à son fils, Louis XIII.



1995, n° 2946



Monaco, 1991, n° 1788

Louis XIII

Louis XIII n'a pas encore neuf ans lorsque, suite à l'assassinat de son père, il devient roi de France. La régence est confiée à sa mère, Marie de Médicis. N'ayant pas le charisme de son époux, elle entre rapidement en conflit avec une partie de la noblesse. Pour affermir son autorité, elle s'allie avec l'Espagne, et marie son fils, le roi Louis XIII, à Anne d'Autriche, la fille du roi d'Espagne Philippe III. Les protestants s'inquiètent évidemment du rapprochement avec la très catholique Espagne.



Maldives, 2000, n° 3048



Rwanda, 1977, n° 823

Marie de Médicis



Tchad, 1978, n° 351



Togo, 1977, P.A. n° 327

Anne d'Autriche, épouse de Louis XIII

La régente, entièrement sous l'emprise de son favori Concino Concini, qu'elle couvre d'honneurs et de titres, et de son épouse Leonora Galigai, tient son fils à l'écart du Conseil. Mais Louis XIII, humilié, se révolte et fait assassiner Concini en 1617. Il s'écrie alors "Merci à vous ! À cette heure, je suis roi !".

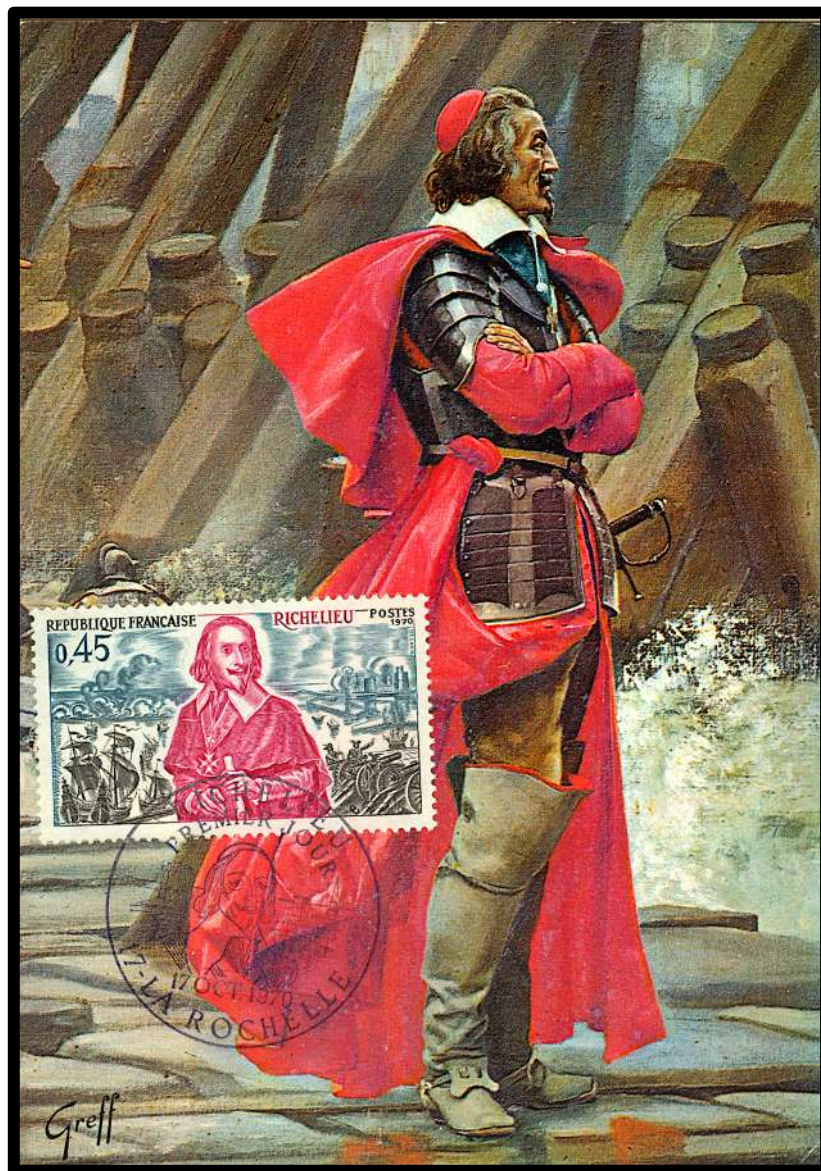
La régente est mise à l'écart, mais elle a eu le bon sens de propulser un nouveau personnage sur le devant de la scène : Armand-Jean du Plessis, cardinal de Richelieu. Mais Marie de Médicis se trompe ! Elle croyait avoir fait entrer au Conseil un 1624 un homme tout dévoué à son service, mais c'est le contraire qui se passe.

Richelieu est cupide, ambitieux, machiavélique dans les comportements et les objectifs, mais toujours attaché dans les affaires publiques à la raison d'État. Cette attitude lui vaudra le soutien fidèle et inconditionnel du roi.

Lorsqu'en 1630, Marie de Médicis somme le roi de choisir entre elle et Richelieu, son choix se porte sur le cardinal, qui sera pendant 18 ans son principal ministre et conseiller.

Une première préoccupation de Louis XIII et de Richelieu est de soumettre les protestants, qui commencent à trop se remuer, et qui ont fait de La Rochelle leur bastion, dans l'espoir d'un soutien venant de l'Angleterre.

Le siège de La Rochelle, mené par le roi et Richelieu en personne, dure plus d'un an, en 1627-1628.



*Carte maximum de 1970 avec le timbre n° 1655
Le cardinal de Richelieu au siège de La Rochelle (1627-1628)*



1935, n° 305



1974, n° 1766



2004, n° 3712



2008, n° 4258

Le cardinal de Richelieu

Pendant ce temps, l'Europe était entrée dans la guerre de Trente Ans (1618-1648). Cette guerre, qui dévaste l'Europe, est la conséquence de l'intransigeance maladroite de l'empereur Ferdinand II, qui régna de 1619 à 1637. Fervent catholique, il inflige à la révolte protestante de 1618 en Bohême une répression en dehors de toutes proportions. Poussé à bout, le camp protestant de Bohême sollicite l'aide des autres puissances adhérant à la Réforme, et bientôt, le conflit éclate dans toute son horreur.

Les Habsbourg ont pour alliés l'Espagne, la Bavière, et les principautés allemandes catholiques. Les révoltés de Bohême cherchaient l'aide chez les principautés allemandes protestantes, au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas.

La France gardait une prudente neutralité, jusqu'en 1635, quand les armées catholiques prennent le dessus. C'est alors que la France de Louis XIII et Richelieu, bien que catholique, entre en scène au côté des protestants. Les considérations d'ordre politique - éviter une trop grande puissance des Habsbourg, aussi bien de la lignée austro-allemande que de la lignée hispano-hollandaise -, l'emportent donc sur les considérations d'ordre religieux. Le plus grand succès français contre l'Espagne a cependant lieu juste après la mort de Richelieu et de Louis XIII : le 18 mai 1643, le duc d'Enghien, qui deviendra le "grand Condé" remporte l'éclatante victoire de Rocroi.



1944, n° 615
Condé



1960, n° 1258
Turenne

Les Français de Condé et Turenne et les Suédois de Torstensson infligent plusieurs défaites aux troupes catholiques, au point que finalement, Ferdinand III, empereur depuis 1637, demande la paix. Cette paix est conclue le 24 octobre 1648 par les traités de Westphalie, signés à Münster et à Osnabrück.

Ces traités de Westphalie sont favorables à la France, qui voit son territoire s'agrandir surtout en Lorraine et en Alsace, au détriment des Habsbourg. La Suède gagne aussi quelques territoires, tandis que les deux grands perdants sont l'Espagne, qui doit reconnaître définitivement l'indépendance des Pays-Bas, et les Habsbourg, qui, en plus de la perte de nombreux territoires, doivent reconnaître l'indépendance de la Suisse. L'Allemagne est morcelée en un nombre infini de petits états, qui jouissent d'une large autonomie, et où le titre d'empereur, toujours détenu par les Habsbourg, ne signifie pratiquement plus rien.

En mourant le 14 décembre 1642, peu avant le roi (14 mai 1643), le cardinal de Richelieu laisse une France, certes restaurée et puissante, mais fatiguée des efforts exigés pour l'affirmation de l'absolutisme monarchique. Le revers de son action se mesure à l'ampleur des crises qui éclatent au lendemain de sa disparition.



*1970, n° 1655
Le cardinal de Richelieu*

V. De 1643 à 1789

Louis XIV (1643-1715)

I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I

Traité de Westphalie, qui terminent la guerre de Trente Ans 1648

Exécution du roi d'Angleterre Charles 1^{er} 1649

Paix des Pyrénées 1659

Mort de Mazarin 1661

Le roi de Pologne Jean Sobieski défait les Ottomans à Vienne 1683

Révocation de l'édit de Nantes 1685

Guillaume III devient roi d'Angleterre 1689

Louis XV (1715-1774)

I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I
I

La banqueroute de John Law 1720

Mort du tsar Pierre le Grand 1725

Marie-Thérèse d'Autriche succède à son père 1740

Frédéric II de Prusse monte sur le trône 1740

Les Français perdent le Canada 1760

Catherine II prend le pouvoir en Russie 1762

Louis XVI (1774-1792)

I
I
I
I
I

Déclaration d'indépendance des États-Unis 1776

Prise de la Bastille 1789

Louis XIV n'a que cinq ans lorsqu'il monte sur le trône en 1643. La régence est exercée par sa mère, Anne d'Autriche, qui, contre toute attente, suit les dernières volontés de Richelieu et prend le cardinal Mazarin comme premier ministre. Le choix de Mazarin indispose une grande partie de la noblesse, qui avait espéré profiter de la minorité du roi pour reprendre l'importance qu'elle avait perdue sous Richelieu. Mais Anne d'Autriche a l'intelligence de conserver toujours, malgré les revers et les problèmes, sa confiance à Mazarin, jusqu'à la mort de ce dernier en 1661.



1944, n° 617



1962, n° 1343

Louis XIV



1970, n° 1656



Monaco, 2002, n° 2340

Le cardinal Mazarin

Les traités de Westphalie de 1648 ont mis fin à la guerre de Trente Ans, mais, si la France en est une des bénéficiaires pour les territoires, cette guerre laisse la France épuisée et dans un lamentable état financier. Les impôts nécessaires au redressement engendrent la révolte, d'abord du parlement (1648-1649), ensuite des princes (1650-1653).



Allemagne, 1998, n° 1811

350^e anniversaire des traités de Westphalie de 1648



Pays-Bas, 1998, n° 1623

La fronde des princes, menée par Condé, qui avait choisi le camp royal en 1648-1649 mais qui s'en estimait insuffisamment récompensé, met la royauté, et surtout Mazarin, à deux doigts de sa perte. Mais la patience et l'habileté du cardinal, passé maître dans les intrigues et les renversements d'alliances, finissent par avoir raison des frondeurs, et Mazarin, toujours soutenu par le roi et la reine mère, triomphe en 1653.

Le traité des Pyrénées, qui met fin à la longue guerre avec l'Espagne, est signé en 1659. Ce traité rend plusieurs villes du Nord à la France, ainsi que le Roussillon, avec Perpignan. Mais il oblige aussi le jeune roi à épouser Marie-Thérèse, la fille du roi d'Espagne, ce qui ne l'empêche pas d'accumuler les maîtresses et les favorites (Olympe et Marie Mancini, la duchesse de La Vallière, la marquise de Montespan, etc.).



*Espagne, 1959, n° 938
300^e anniversaire du traité des Pyrénées, 1659*



1959, n° 1223



*2018, n° 5236
Le traité des Pyrénées*



1959, n°s 1221 & 1222



Retour d'Avesnes et du Roussillon (avec Perpignan) à la France, par le traité des Pyrénées de 1659

À la mort de Mazarin en 1661, Louis XIV déclare que le cardinal ne sera pas remplacé, et qu'il prendra lui-même la direction effective du Conseil. Pour bien montrer sa volonté de régner, il fait arrêter son surintendant des finances Fouquet, qui avait eu l'audace de surpasser le roi lors d'une fête somptueuse dans son château de Vaux-le-Vicomte.



*1989, n° 2587
Le somptueux château de Fouquet à Vaux-le-Vicomte*

Louis XIV se fait assister par des ministres compétents et fidèles, comme Colbert, qui redresse l'économie, Louvois, qui réorganise l'armée et Vauban, qui fortifie les frontières.



*1944, n° 616
Colbert*



*1947, n° 779
Louvois*



*1955, n° 1029
Vauban*

C'est aussi un roi passionné par les arts. Grand amateur de danse et de musique, il fait de Lulli, son musicien préféré, l'organisateur des fêtes et des plaisirs de la cour. C'est le grand siècle de la littérature, avec des auteurs comme Molière, Corneille, Racine, Boileau, La Fontaine, madame de Sévigné, et bien d'autres.



1956, n° 1083
Lulli



1944, n° 612
Molière



1937, n° 335
Corneille



1949, n° 848
Racine



1938, n° 397
La Fontaine



1960, n° 1259
Boileau



1950, n° 874
Madame de Sévigné

Mais ce que Louis XIV a légué de plus beau et de plus imposant à la France est sans conteste l'ensemble de Versailles, construit de 1664 à 1710. Le roi fait appel aux meilleurs architectes, comme Louis Le Vau et Jules Hardouin-Mansart, aux meilleurs peintres et décorateurs, comme Charles Le Brun, et aux meilleurs jardiniers, comme André Le Nôtre.



1970, n° 1623
Le Vau



1944, n° 613
Hardouin-Mansart



1959, n° 1208
Le Nôtre



1938, n° 379



1952, n° 939
Le château de Versailles et le Grand Trianon



1956, n° 1059



2007, n° 4119

La galerie des glaces au château de Versailles



2001, n° 3389

Les jardins de Versailles (Le Nôtre)

En politique étrangère, Louis XIV engage le royaume dans une multitude de guerres et de batailles, pour renforcer le pouvoir de la France dans le monde :

- De 1667 à 1668, la guerre de Dévolution.
- De 1672 à 1678, la guerre de Hollande qui se conclut par le traité de Nimègue.
- De 1683 à 1684, la guerre des Réunions.
- De 1688 à 1697, la guerre de la Ligue d'Augsbourg.
- De 1701 à 1713, la guerre de Succession d'Espagne.

Ces guerres agrandissent considérablement le territoire, mais, si ces acquisitions consacrent l'hégémonie française en Europe, l'état de guerre permanent mène l'État au bord de la banqueroute.

La première guerre (1667-1668, guerre de Dévolution) a déjà la future succession du trône d'Espagne comme cause. Louis XIV fait valoir ses droits - très contestables - sur les Pays-Bas méridionaux. Cette guerre se termine par le traité d'Aix-la-Chapelle (1668), qui donne à la France plusieurs villes de Flandre et du Hainaut.



1968, n° 1563

300^e anniversaire du traité d'Aix-la-Chapelle

La deuxième guerre (1672-1678, guerre de Hollande) trouve son origine dans le fait que Louis XIV convoite toujours les Pays-Bas méridionaux, dans l'espoir d'affaiblir l'Espagne. Le traité de Nimègue (1678), qui termine cette guerre, est favorable à la France, qui y gagne la Franche-Comté et plusieurs places fortes au Nord, comme Cambrai et Valenciennes.



1977, n° 1932



1978, n° 2015



1978, n° 2016

300^e anniversaire du retour à la France de la Franche-Comté, de Cambrai, de Maubeuge et de Valenciennes, par le traité de Nimègue de 1678

Après la courte guerre des Réunions (1683-1684), il y a la guerre de la Ligue d'Augsbourg, qui dure de 1688 à 1697. Louis XIV veut consolider ses conquêtes et agrandir son territoire, mais il se heurte à une grande coalition européenne, la Ligue d'Augsbourg. Cette guerre se termine par le traité de Ryswick (ou Rijswijk, 1697). Par ce traité, la France reçoit l'Alsace, mais perd la Lorraine. Elle recède une grande partie des Pays-Bas méridionaux à l'Espagne, mais Louis XIV sait que cela n'est que temporaire : l'on attend la mort prochaine, sans héritiers directs, du roi d'Espagne Charles II, et l'on prépare déjà la prochaine guerre, celle de la Succession d'Espagne (1701-1713).



Luxembourg, 1986, n° 1097

Le duc de Marlborough



Autriche, 2010, n° 2682

Le prince Eugène de Savoie

Les deux grands généraux, adversaires de Louis XIV, dans la guerre de Succession d'Espagne

Par cette guerre, qui se termine avec les traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714), Louis XIV parvient à faire accepter son petit-fils Philippe V sur le trône d'Espagne, mais cette guerre laisse la France dans un piteux état : crise financière et économique, abandon d'un grand nombre de ses colonies et perte de la maîtrise sur mer au profit de l'Angleterre.



Espagne, 1978, n° 2139

Philippe V d'Espagne, le petit-fils de Louis XIV



Gibraltar, 2013, n°s 1547/1548

300^e anniversaire du traité d'Utrecht de 1713

Sous l'influence de sa dernière maîtresse, madame de Maintenon, qu'il épouse secrètement en 1683, et soutenu par Bossuet, il prend de plus en plus le parti des dévots, et en 1685, il révoque l'édit de Nantes, ce qui signifie la fin de la liberté de culte et engendre immédiatement une persécution féroce contre les huguenots. C'est la plus grande tache sur la mémoire de Louis XIV.



*1985, n° 2380
300^e anniversaire de la révocation
de l'édit de Nantes en 1685*



*1954, n° 990
Bossuet*

La fin de sa vie est endeuillée par la perte de son fils, le dauphin (1711) et de ses deux petit-fils (1712 et 1714), si bien que lorsque Louis XIV meurt en 1715, c'est son arrière-petit-fils, âgé de cinq ans, qui lui succède.



*1970, carte maximum avec le timbre n° 1656
Louis XIV, peint par Rigaud*

Louis XV n'a que cinq ans en 1715, et c'est Philippe d'Orléans, le neveu du roi défunt, qui exerce la Régence. Cette Régence a été longtemps calomniée par les historiens, qui oublient trop facilement l'état lamentable dans lequel Louis XIV a légué la France à ses successeurs.

Travailleur et intelligent, il essaie de redresser l'économie et recherche la paix avec ses voisins. Il est secondé par son principal ministre, l'abbé Dubois, qui reçoit le chapeau de cardinal en 1721.

Il a la malchance de faire confiance, pour redresser les finances, à John Law, dont le système se base sur l'utilisation du papier-monnaie et sur l'émission de titres boursiers. Mais, après des hausses vertigineuses, le krach survient en 1720, quand les fonds manquent pour rendre les titres remboursables.

Louis XV est déclaré majeur en 1723 et le Régent meurt la même année. On retient de lui ses orgies et sa débauche, mais on oublie que son bilan est finalement très positif. Tout comme c'est le cas pour Mazarin, la France n'a toujours pas cru devoir l'honorer par un timbre-poste.

Louis XV va régner plus de 50 ans. En 1725, il épouse Marie Leszczyńska, la fille de l'éphémère roi de Pologne Stanislas Leszczyński. C'est tout sauf un mariage heureux.



*1968, n° 1572
Louis XV*



*Pologne, 1970, n° 1869
Maria Leszczyńska (1703–1768)*

De 1726 à 1743, il laisse le gouvernement à son principal ministre, le cardinal Fleury. Celui-ci gouverne avec prudence et sagesse. C'est ainsi, que lors de la guerre de Succession de Pologne, il propose une solution géniale : par le traité de paix de 1735, signé à Vienne et ratifié en 1738, Stanislas Leszczyński renonce définitivement au trône de Pologne et devient duc de Lorraine et de Bar, duchés qui reviendront à la France à sa mort. En Lorraine, Stanislas est un souverain brillant et intelligent, et l'histoire ne le retiendra peut-être pas comme roi de Pologne, mais bien comme excellent duc de Lorraine et de Bar.



*Pologne, 2000, n° 3636
Stanislas Leszczyński
roi de Pologne*



*1966, n° 1483
Stanislas Leszczyński
duc de Lorraine*



*1947, n° 778
La place Stanislas de Nancy,
construite sous Stanislas Leszczyński*

La France est entraînée, malgré la réticence de Fleury, dans la guerre de Succession d'Autriche, commencée par Frédéric II de Prusse, qui vient lui aussi de monter sur le trône. Au mépris de tous les accords et de toutes les promesses, il attaque l'Autriche de la jeune Marie-Thérèse et s'empare de la Silésie.

La France, contente d'affaiblir l'ennemi traditionnel habsbourgeois, s'allie à Frédéric II de Prusse, qui se retire rapidement du conflit, tandis que l'Angleterre et les Provinces-Unies choisissent le camp de Marie-Thérèse.

La France remporte en 1745 une belle victoire à Fontenoy, et envahit la Hollande, mais à la paix d'Aix-la-Chapelle, signée en 1748, la France rétrocède tous les territoires conquis : c'est en fait une guerre inutile et coûteuse.



Belgique, 1995, n° 2600



*Irlande, 1995, n° 900
La bataille de Fontenoy de 1745*



1970, n° 1657

Après la mort de Fleury en 1743, Louis XV annonce qu'il présidera dorénavant lui-même le gouvernement, comme Louis XIV l'avait fait en 1661. Mais Louis XV ne dispose ni de la volonté ni de l'autorité de son arrière-grand-père, et il se laisse trop souvent guider par sa maîtresse, madame de Pompadour.

C'est elle qui parvient en 1756 à convaincre le roi de renverser les alliances, et de s'allier à l'Autriche, qui veut reprendre la Silésie à la Prusse : c'est le début de la guerre de Sept Ans (1756-1763).

Cette guerre est en fait la première guerre mondiale, car elle ne se déroule pas seulement en Europe, mais aussi dans les possessions européennes en Asie et en Amérique. Il y a d'un côté la Prusse (Frédéric II) et la Grande-Bretagne (George II, puis George III), de l'autre côté l'Autriche (Marie-Thérèse), la France (Louis XV), l'Espagne (Charles III) et la Russie (Élisabeth I^{re}, puis Pierre III).



*Allemagne, 2012, n° 2733
Frédéric II de Prusse*



*Autriche, 1980, n° 1469
Marie-Thérèse d'Autriche*



*Russie, 1913, n° 87
Élisabeth I^{re} de Russie*

La Prusse remporte les premiers succès militaires, mais l'entrée en guerre de la Russie change tout, et en 1761, la Prusse est en pleine déroute. Après avoir frôlé l'effondrement, la Prusse est finalement sauvée par l'abandon des hostilités par la Russie, où Pierre III, prussophile et grand admirateur de Frédéric II, a pris début 1762 la succession de sa mère, la tsarine Élisabeth.

Finalement, les belligérants, épuisés, signent en 1763 le traité de Paris. Ce traité est catastrophique pour la France, qui perd la grande majorité de ses colonies au profit de l'Angleterre, aussi bien en Inde qu'en Amérique. En Europe, c'est pratiquement le statu quo territorial, mais la Grande-Bretagne a définitivement surclassé la France comme première puissance mondiale.



*1949, n° 857
Dupleix*



*Saint-Pierre & Miquelon, 1973, P.A. n° 54
Montcalm*

Le patient travail et les succès de Dupleix en Inde et de Montcalm au Canada sont perdus au profit de l'Angleterre, à cause du manque de soutien et de l'incurie de la France

En France, c'est maintenant Choiseul qui est de 1758 à 1770 le principal ministre de Louis XV. Il est responsable du catastrophique traité de Paris de 1763. Le roi, quant à lui, laisse l'administration à des ministres pas toujours compétents, et après madame de Pompadour, prend madame du Barry pour maîtresse. S'occupant seulement de la chasse et de ses plaisirs, Louis XV perd rapidement toute popularité, et c'est un roi détesté qui meurt en 1774. Au début du règne, on l'appelait encore Louis le Bien-Aimé...



*1949, n° 828
Choiseul*



*2014, n° 4887
Madame de Pompadour*

Même si le bilan du règne de Louis XV est désastreux sur le plan politique et militaire, il faut souligner que c'est une grande période pour la pensée et la science : l'on est au "Siècle des Lumières", où des esprits "éclairés" veulent mettre fin à l'obscurantisme clérical et faire triompher la philosophie et le savoir. L'on nomme généralement le "Siècle des Lumières" la période de 1715 à 1789.

C'est l'époque de Voltaire et de Rousseau : Voltaire, brillant et caustique, qui s'accommode facilement des inégalités sociales, et Rousseau, esprit tourmenté et torturé par la difficulté à vivre dans la société des hommes.



*1949, n° 854
Voltaire*



*1978, n° 1990
Voltaire et Rousseau*



*1956, n° 1084
Rousseau*

C'est l'époque de Diderot et de d'Alembert, qui publient entre 1751 et 1772 leur "Encyclopédie", avec l'objectif d'en faire une synthèse des connaissances de leur temps.



1958, n° 1168



*1984, n° 2304
Diderot*



*1959, n° 1209
D'Alembert*

Mais c'est aussi l'époque où Marivaux, spectateur lucide d'un monde en évolution, décrit avec humour une société dont il pressent la fin prochaine.



*1963, n° 1372
Marivaux*

En 1774, la couronne de France passe à Louis XVI, le petit-fils du roi défunt. Il était marié depuis 1770 à Marie-Antoinette, la fille de Marie-Thérèse d'Autriche. Plein de bonne volonté, mais sans expérience et d'une intelligence médiocre, il est souvent le jouet des caprices de sa femme et se laisse facilement influencer par des ministres régulièrement choisis par favoritisme et non pour leurs compétences.

Le plus grand succès du règne de Louis XVI se situe en politique extérieure : son soutien inconditionnel aux rebelles américains, qui avaient déclaré leur indépendance en 1776 et qui doivent combattre pendant sept ans l'armée coloniale anglaise. Benjamin Franklin demande à Paris inlassablement l'aide de la France.



*États-Unis, 1976, n°s 1136/1139
La déclaration d'indépendance des États-Unis, le 4 juillet 1776*

Vergennes, ministre des Affaires étrangères de Louis XVI de 1774 à 1787, soutient d'abord les insurgés américains en leur envoyant des armes et de l'argent, ensuite en stimulant l'envoi de volontaires français pour soutenir la difficile guerre menée en Amérique par Washington. Le plus célèbre, et aussi le plus efficace de ces volontaires, est le marquis de La Fayette, dont l'aide sera déterminante.



États-Unis, 1957, n° 633



*États-Unis, 1952, n° 561
Le marquis de La Fayette*



États-Unis, 1977, n° 1164



*1927, n°s 244/245
La Fayette et Washington*

Finalement, en 1778, La France s'allie officiellement avec les insurgés américains, dont ils reconnaissent l'indépendance, et déclare la guerre à l'Angleterre.



1955, n° 1030
Vergennes



1976, n° 1879
Vergennes et Franklin



États-Unis, 1978, n° 1199
Louis XVI reçoit Franklin en 1776

Vergennes finit par ordonner l'envoi d'un corps expéditionnaire commandé par Rochambeau, qui débarque en Amérique en 1780. Les Français La Fayette, Rochambeau et de Grasse jouent un rôle déterminant dans la victoire de Yorktown en 1783, où l'armée anglaise est contrainte à la capitulation.



1980, n° 2094
Rochambeau débarque
à Newport en 1780



1972, n° 1727
L'amiral de Grasse



États-Unis, 1931, n° 298
Les vainqueurs de Yorktown :
Rochambeau, Washington et de Grasse

Le traité de Paris de 1783 met un terme à la guerre d'indépendance des États-Unis. C'est une victoire diplomatique pour la France, qui efface un peu la honte du traité de Paris de 1763.



1983, n° 2285
200^e anniversaire du traité de Paris de 1783

Malheureusement, cette guerre contre l'Angleterre et le soutien accordé aux insurgés américains ont laissé les finances de la France, qui n'étaient déjà pas brillantes, dans un état désastreux.

Turgot, nommé ministre des Finances en 1774, recherche un redressement en diminuant les dépenses, ce qui touche aux privilèges de la noblesse et du clergé. Il est renvoyé en 1776. Ses successeurs, Necker de 1776 à 1781 et Calonne de 1783 à 1787, ont recours à des emprunts de plus en plus importants, mais eux aussi échouent, et le roi est obligé de rappeler Necker, qui demande la réunion des États généraux.



*1949, n° 858
Turgot*

Ces États généraux s'ouvrent à Versailles le 5 mai 1789. Les trois États siègent d'abord séparément, mais le 17 juin, ils se déclarent "Assemblée constituante". Le 20 juin a lieu le "Serment du Jeu de paume", où les députés jurent de ne pas se séparer avant l'élaboration d'une constitution. C'est la fameuse réponse de Mirabeau au roi, qui voulait faire évacuer la salle : "Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des baïonnettes".

Nous sommes bien proches du 14 juillet...



*1971, n° 1678
Les États généraux*



*1989, n° 2565
Mirabeau*



1939, n° 444



1989, n° 2591

Le Serment du Jeu de paume

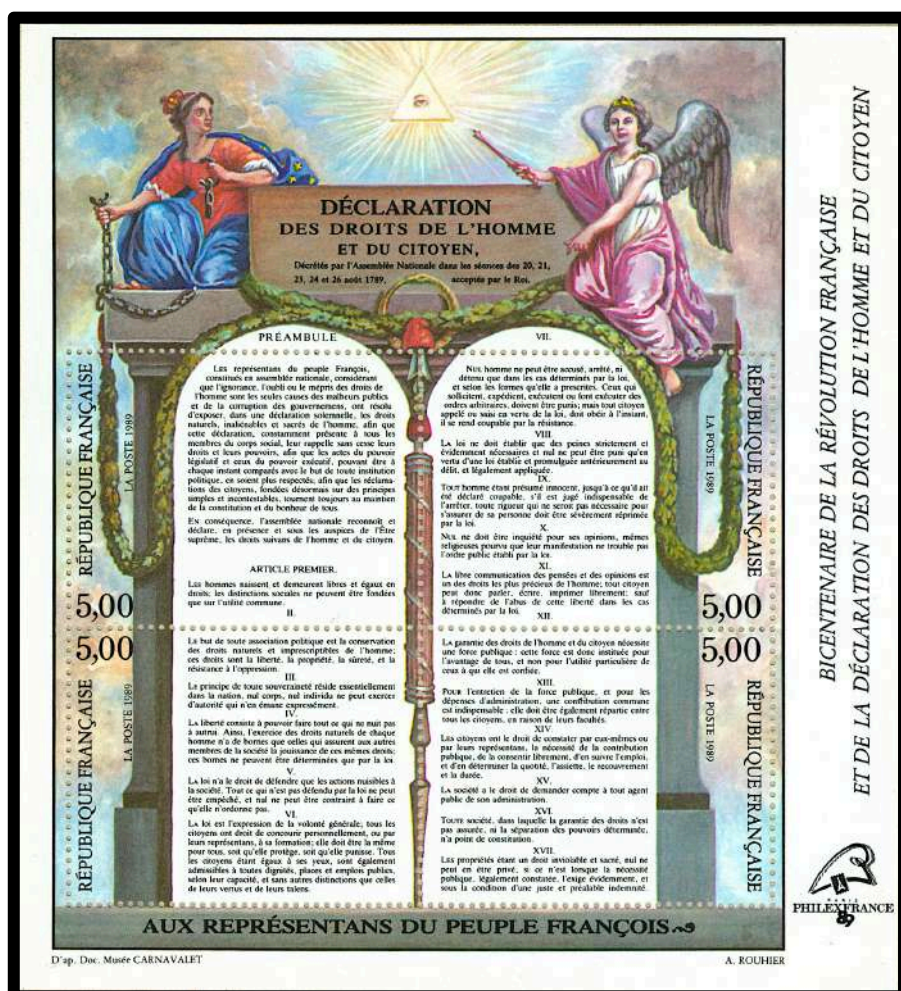
VI. De 1789 à 1914

Le 14 juillet 1789, les “patriotes” s’emparent à Paris de la Bastille, la prison qui symbolise le pouvoir arbitraire royal en matière de justice. Le roi, qui n’a toujours pas compris l’ampleur du mouvement populaire, écrit dans son journal à la date du 14 juillet 1789 : “Rien”...



1971, n° 1680
Prise de la Bastille, le 14 juillet 1789

Pendant ce temps, les travaux de l’Assemblée constituante se poursuivent. Le 4 août, elle décrète l’abolition de tous les privilèges féodaux, et le 26 août, elle proclame la déclaration des droits de l’homme et du citoyen. Puis suivent, le 4 janvier 1790, la division du royaume en départements, et le 12 juillet 1790, la constitution civile du clergé.



1989, bloc 11
La déclaration des droits de l’homme et du citoyen



1990, n° 2670

Division de la France en 83 départements

Le roi, qui, le 6 octobre 1789, a été obligé par la foule hostile à quitter Versailles et à s'installer à Paris, n'a pas le choix : il est obligé de signer tous ces décrets, qui vont pourtant à l'encontre de ses convictions monarchiques et catholiques.

En 1790, l'on suppose la Révolution terminée, avec une Assemblée qui élabore une constitution, un pouvoir judiciaire qui est indépendant et un pouvoir exécutif, exercé par le roi et ses ministres, mais sous contrôle de l'Assemblée.

Mais le roi ne s'accommode pas de toutes ces concessions, et il essaie en juin 1791 de s'enfuir vers l'étranger, pour rejoindre les nobles qui ont déjà émigré. Il est arrêté à Varennes et ramené à Paris : la famille royale perd ainsi le dernier crédit qu'elle avait auprès de la population.



1989, n° 2569

Le 21 juin 1791, à Varennes, Jean-Baptiste Drouet met fin à la fuite de Louis XVI

Après la répression sanglante d'une manifestation hostile au roi, le 17 juillet au Champ-de-Mars, le clivage est définitif chez les patriotes, avec d'un côté la bourgeoisie constitutionnelle et de l'autre côté les démocrates révolutionnaires, comme Danton, Marat et Robespierre. Les premiers, qui deviendront les "Girondins", veulent propager les idées révolutionnaires en Europe et sont donc partisans de la guerre, tandis que les seconds, qui deviendront les "Montagnards", estiment que les ennemis intérieurs de la Révolution sont plus dangereux que les émigrés.

La nouvelle constitution est officiellement promulguée le 3 septembre 1791. L'Assemblée constitutionnelle devient législative, mais le roi met son veto aux décrets qui frappent les émigrés et les prêtres réfractaires.

Les Girondins ayant la majorité à l'Assemblée, le 20 avril 1792, la guerre est déclarée à l'Autriche, mais l'armée française, qui est complètement désorganisée, subit plusieurs défaites et les troupes ennemies entrent en France.

C'est alors que le duc de Brunswick, commandant de l'armée prussienne, a la malencontreuse idée de lancer, fin juillet 1792, un manifeste annonçant une répression terrible s'il était fait la moindre violence à la personne du roi. Ce manifeste met le feu aux poudres, et le 10 août 1792, le palais des Tuileries est envahi par le peuple. La famille royale est arrêtée et enfermée au Temple.

Peu après, en septembre 1792, une Convention nationale est créée après des élections au suffrage universel. Cette Convention abolit la royauté et fonde la République. Louis XVI est condamné à mort et guillotiné le 21 janvier 1793. Marie-Antoinette sera exécutée à son tour le 16 octobre 1793.

En septembre 1792, la situation semble pourtant bien compromise pour la Convention, mais l'armée française, commandée par Kellermann et Dumouriez, remporte le 20 septembre 1792 une belle victoire à Valmy contre les Prussiens du duc de Brunswick, ce qui écarte temporairement la menace d'invasion étrangère.



*1971, n° 1679
La victoire de Valmy, le 20 septembre 1792*



*1989, n° 2595
Kellermann*



*Carte maximum de 1971 avec le timbre n° 1679
La bataille de Valmy*

C'est fin avril 1792 qu'un jeune officier présente à Strasbourg à ses supérieurs le *Chant de guerre de l'Armée du Rhin*, qu'il venait de composer. Il s'appelle Rouget de Lisle et son chant patriotique entrera dans l'histoire sous le nom de "La Marseillaise".



2006, n° 3939

Rouget de Lisle



1936, n° 314



1936, n° 315

"La Marseillaise" par Rude

Pendant ce temps, le clivage entre les Girondins et les Montagnards s'accroît. Il s'agit de deux façons de concevoir la jeune République : pour les Girondins, elle doit être plutôt libérale et tolérante, pour les Montagnards, il faut qu'elle soit pure, dure et impitoyable.

Les Girondins perdent la partie et sont arrêtés début juin 1793. Beaucoup sont exécutés, certains se suicident ou prennent la fuite.

La Montagne triomphe, mais ici aussi des nouveaux antagonismes se font jour : d'un côté, il y a Georges Danton et Camille Desmoulins, qui veulent que la République souffle un peu, de l'autre côté il y a Maximilien de Robespierre, soutenu par Saint-Just et Couthon, qui veulent faire régner les principes de la Révolution à tout prix, par la terreur s'il le faut.



1950, n° 870

Danton



1989, n° 2594

Desmoulins



1950, n° 871

Robespierre



1991, n° 2703

Saint-Just

Danton, Desmoulins et ses amis perdent la partie, et sont guillotins le 5 avril 1794. Mais la "Terreur", instaurée par Robespierre, est finalement renversée à son tour : Robespierre, Saint-Just et leurs amis sont guillotins à leur tour le 28 juillet 1794 (le 10 Thermidor de l'an II, selon le nouveau calendrier républicain).

À partir de mars 1793, la Vendée, catholique et monarchiste, entre en insurrection. C'est pour contrer cette insurrection, qui menace l'existence même de la République, que la Convention crée le *Tribunal révolutionnaire* et le *Comité de Salut public*. L'armée républicaine, commandée par de bons généraux comme Marceau et Hoche, parvient, après une guerre sauvage et impitoyable des deux côtés, à vaincre les Vendéens.

Pendant ce temps, Lazare Carnot s'occupe de réorganiser l'armée, ce qui permet, à partir de fin 1793, de remporter plusieurs victoires et de rejeter l'ennemi au-delà des frontières.



*1969, n° 1591
François-Séverin Marceau*



*1950, n° 872
Lazare Hoche*



*1950, n° 869
Lazare Carnot*

Après avoir éliminé les “Exagérés” d’Hébert (mars 1794) et les “Indulgents” de Danton (avril 1794), Robespierre tombe à son tour (juillet 1794), ce qui met fin à la Terreur.

Les conventionnels, ou du moins ceux qui ont échappé d’abord à la Terreur, ensuite à la réaction suivant la chute de celui que l’on nommait “l’Incorruptible”, instaurent en 1795 un nouveau système de gouvernement : le Directoire (1795-1799).

Un parlement bicaméral (le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens) dispose du pouvoir législatif, tandis que le pouvoir exécutif est constitué d’un Directoire de cinq personnes. Après plusieurs années d’incertitude et d’angoisse, c’est le relâchement complet : la plupart des Directeurs, comme Barras, sont corruptibles, la politique est celle du laisser-aller, les mœurs sont plus que légères, avec les “Incroyables” et les “Merveilleuses” qui circulent dans Paris.



*1972, n° 1729
Les “Incroyables” et les “Merveilleuses” du Directoire*

Mais en même temps, un jeune général accumule les victoires à l’étranger : il s’appelle Napoléon Bonaparte.

Il remporte plusieurs victoires contre les Autrichiens en Italie (Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli, etc.) en 1796-1797, et impose à l’Autriche le traité de Campo-Formio, qui est extrêmement avantageux pour la France.

Il est ensuite envoyé en Égypte pour couper la route des Indes à l’Angleterre. Il mène en 1798-1799 une campagne victorieuse contre les Mamelouks en Égypte et contre les Turcs en Syrie.



1972, n° 1730
La bataille d'Arcore



Gabon, P.A. n° 85
La bataille de Rivoli



1972, n° 1731
La campagne d'Égypte

De retour en France, constatant le chaos politique du Directoire, il commet le célèbre coup d'État du 18 Brumaire 1799 (9 novembre), qui met fin au Directoire. Il instaure le Consulat, et devient le véritable maître de la France. Le 18 Brumaire 1799 est considéré à juste titre comme la fin de la Révolution française.



1969, n° 1610



1951, n° 896
Napoléon Bonaparte



2005, n° 3782

Pendant le Consulat, Napoléon réussit la réconciliation de la France avec l'Église catholique, en signant en 1801 le concordat avec le pape Pie VII. En 1804, il promulgue le code civil, qui est une véritable réorganisation judiciaire et qui reste encore maintenant, après plus de deux siècles, le fondement du droit civil en France et dans la plupart des pays européens.



1973, n° 1774
Napoléon et Jean Portalis



2004, n° 3644

Le Code civil de 1804

À l'extérieur, il doit d'abord soumettre à nouveau l'Italie, où l'Autriche avait repris ses positions. Il gagne en juin 1800 la bataille de Marengo, grâce à Desaix qui y trouve la mort. Cette victoire lui assure la paix pendant quelques années. À l'intérieur, Napoléon s'appuie surtout sur deux personnages, qui tous deux finiront par le trahir : Talleyrand pour la diplomatie et Fouché pour la police.



*Italie, 2000, n° 2451
La bataille de Marengo, avec le général Desaix*



1968, n° 1551



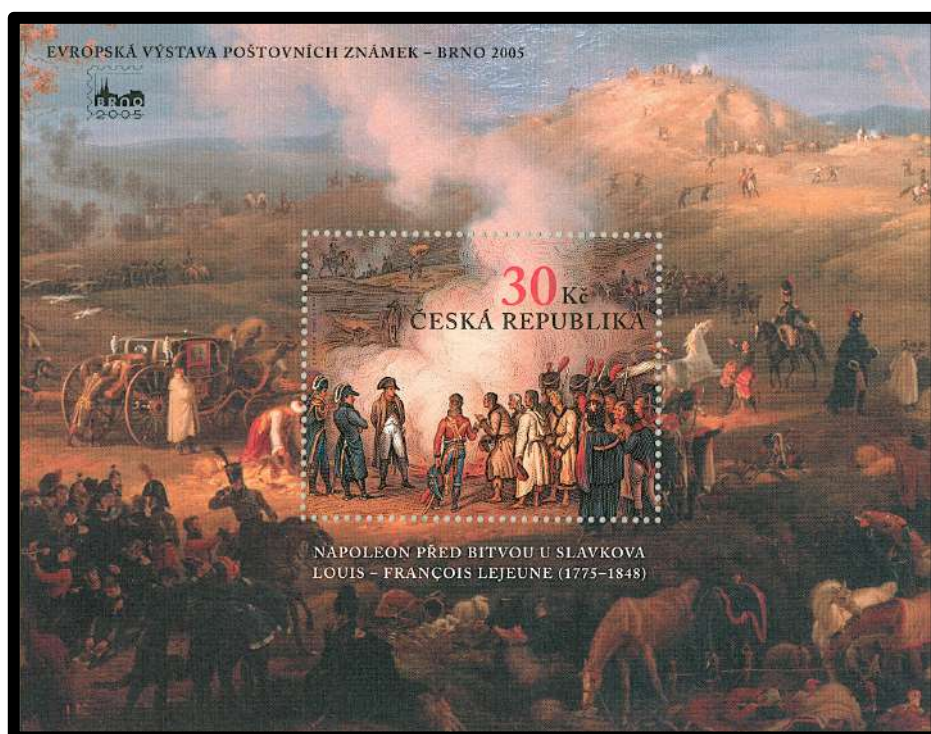
*1951, n° 895
Talleyrand*

Napoléon se sacré lui-même empereur le 2 décembre 1804. C'est le début de l'Empire français, qui devra faire face à plusieurs coalitions européennes, comprenant la Grande-Bretagne, la Prusse, l'Autriche et la Russie.



*1973, n° 1776
Couronnement de l'empereur Napoléon,
le 2 décembre 1804*

Les succès militaires se suivent sans interruption pendant les premières années de l'Empire : les victoires d'Austerlitz en 1805, d'Iéna et de Friedland en 1806, de Wagram en 1809, etc.



*République tchèque, 2005, bloc 20
200^e anniversaire de la bataille d'Austerlitz*

L'empereur impose la paix - toujours très éphémère - à ses adversaires, comme à Presbourg (Bratislava) en 1805 avec l'empereur François I^{er} d'Autriche, et à Tilsit en 1807 avec le tsar Alexandre I^{er}. Afin de garder le contrôle sur tous les territoires conquis, il y installe ses frères ou ses généraux à la tête : Joseph Bonaparte est nommé roi d'Espagne, Louis roi des Pays-Bas, Jérôme roi de Westphalie, Murat roi de Naples.



*Autriche, 1908, n° 105
L'empereur François I^{er}
d'Autriche*



*Russie, 1913, n° 84
Le tsar Alexandre I^{er}
de Russie*



*Slovaquie, 2005, n° 445
Le traité de Presbourg de 1805*

Il a cependant moins de succès dans la péninsule ibérique, où la longue guerre qu'il y mène se solde finalement par un échec, suite au soutien anglais apporté aux Espagnols et aux Portugais. Sur mer également, il doit laisser la maîtrise aux Anglais, après la victoire navale de l'amiral Nelson à Trafalgar en 1805.



*Portugal, 2005, bloc 310
200^e anniversaire des guerres napoléoniennes dans la péninsule ibérique.*

Les années suivantes, le tsar de Russie fait de plus en plus preuve d'une évidente mauvaise volonté pour tenir ses engagements envers la France, au point que Napoléon, excédé, décide en 1812 d'envahir la Russie.

Napoléon occupe Moscou le 14 septembre 1812, mais il rencontre une ville entièrement morte : le gouverneur Rostoptchine avait mis le feu à la ville. Isolé, Napoléon n'a d'autre choix que de se retirer, et alors commence la désastreuse retraite de Russie. Harcelée par les Russes, affamée, inadaptée au froid terrible de l'hiver russe, l'armée française subit un véritable calvaire, avec des pertes énormes : des 600.000 partants, il n'y a que 40.000 rescapés. Le point le plus critique est le passage de la Bérésina, où toute l'armée faillit être capturée.



*Russie, carte maximum de 1962 avec le timbre n° 2563
La retraite de Russie*

Napoléon subit ensuite une défaite définitive à Leipzig, en octobre 1813, face à une coalition de la Russie, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Suède et de l'Autriche. Refoulé en France, il doit abdiquer en 1814 et est exilé à l'île d'Elbe.



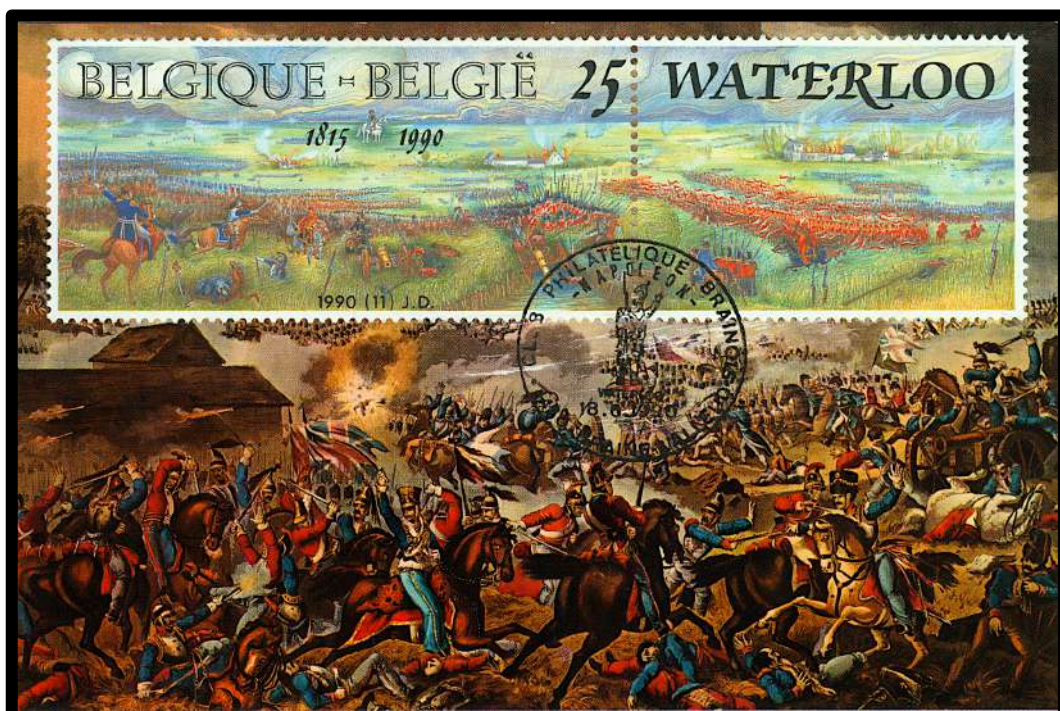
*2013, bloc 383
200^e anniversaire de la bataille de Leipzig en 1813*

Les vainqueurs (l'Autriche, la Prusse, la Grande-Bretagne et la Russie) se retrouvent à la conférence de la paix de Vienne de 1814 et 1815. Le nouveau chancelier de François I^{er}, Metternich, y joue un rôle majeur, mais le rusé Talleyrand parvient à limiter les dégâts, en acceptant le retour de Louis XVIII, le frère du roi guillotiné, sur le trône de France.



*Autriche, carte maximum de 2015 avec le timbre n° 3045
Le Congrès de Vienne, d'après un tableau de Jean Godefroy*

Mais, pendant ce temps, Napoléon débarque en France le 1^{er} mars 1815, et effectue un retour triomphal vers Paris. Louis XVIII repart en exil à Gand, pendant que Napoléon remonte vers le Nord, dans l'espoir de battre séparément ses ennemis anglais et prussiens. La bataille décisive a lieu le 18 juin 1815 à Waterloo, où Wellington et Blücher remportent la victoire. Cette bataille marque la fin définitive de l'épopée napoléonienne.



*Belgique, carte maximum de 1990 avec le timbre n° 2376
175^e anniversaire de la bataille de Waterloo*

Le Congrès de Vienne, avec Talleyrand, ayant rétabli la royauté en France, les deux frères de Louis XVI vont se succéder sur le trône : Louis XVIII (1814-1824) et Charles X. Surtout ce dernier s'imagine que la restauration signifie le retour à l'absolutisme, et ne comprend pas que la société a changé.



*Monaco, 1968, n° 768
À gauche, Louis XVIII ; à droite, Charles X*

S'appuyant sur des ministres très conservateurs, comme Villèle et Polignac, Charles X est balayé par une révolution en juillet 1830. Le vieux La Fayette parvient à faire accepter par la foule Louis-Philippe, de la branche d'Orléans, non pas comme roi de France, mais comme roi des Français, avec le drapeau tricolore comme emblème.

Louis-Philippe tente de pacifier une nation profondément divisée. S'appuyant sur des ministres compétents, comme Thiers et Guizot, il donne au pays un grand essor économique, mais c'est surtout la bourgeoisie qui en profite : ni le roi, que l'on surnomme le roi-bourgeois, ni les élites du pays ne se rendent compte des aspirations des classes laborieuses, ce qui entraîne la chute et l'exil de Louis-Philippe en février 1848.

Le grand succès de ce règne est la pacification de l'Algérie : l'armée française avait déjà conquis Alger en 1830, mais la rébellion d'Abd-el-Kader, qui dure de 1839 à 1847, exige une longue et difficile campagne militaire, menée par le maréchal Bugeaud.



*1930, n° 263
100^e anniversaire de la prise d'Alger*



*1944, n° 662
Bugeaud*



*2008, n° 4145
Abd-el-Kader*

Mais cette première moitié du XIX^e siècle est avant tout la période du romantisme. Ce courant, qui se manifeste dans la pensée, la littérature et l'art, exprime une nouvelle sensibilité, qui s'oppose au classicisme et à la rationalité. L'évasion est cherchée dans le rêve, l'exotisme et le passé.

En littérature, la pionnière du romantisme est sans conteste madame de Staël, qui popularise le romantisme allemand en France. Le romantisme fleurit dans la poésie (Musset, Lamartine, Hugo), le théâtre (encore Hugo, surtout avec son *Hernani* en 1830) et le roman (Stendhal, Chateaubriand, Balzac, Dumas, et toujours Hugo). La peinture devient elle aussi romantique, surtout avec Delacroix, ainsi que la musique, avec Berlioz.



1960, n° 1269
Madame de Staël



1951, n° 891
Musset



1948, n° 795
Lamartine



1942, n° 550
Stendhal



1936, n° 332



1935, n° 304
Victor Hugo



1985, n° 2358



1948, n° 816
Chateaubriand



1940, n° 463
Balzac



1970, n° 1628
Dumas



1951, n° 892
Delacroix



1983, n° 2281
Berlioz

Louis-Philippe est chassé à son tour, et part en exil le 24 février 1848. Un gouvernement provisoire est constitué, avec entre autres Lamartine, Ledru-Rollin et Arago. Ce gouvernement proclame la République, et sur proposition de Victor Schoelcher, abolit l'esclavage en France et dans ses colonies.



1948, n° 795
Lamartine



1948, n° 796
Ledru-Rollin



1986, n° 2396
Arago



1957, n° 1092
Schoelcher

Mais ce gouvernement est très hétérogène, et les antagonismes entre les différents courants remontent rapidement à la surface. Les élections d'avril donnent une majorité modérée, et la gauche, avec Blanqui, Blanc, Barbès, Raspail et Albert, constatant que les objectifs de la révolution sont en train d'être enterrés, provoque en juin une véritable insurrection, qui est sauvagement réprimée. L'archevêque de Paris, monseigneur Affre, y laisse la vie.



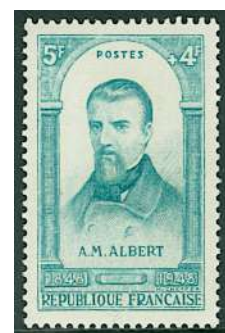
1948, n° 801
Barbès



1948, n° 797
Blanc



1948, n° 800
Blanqui



1948, n° 798
Albert



1948, n° 802
Monseigneur Affre, archevêque de Paris

Ces troubles sont suivis d'un retour en force des conservateurs. Les élections présidentielles du 10 décembre 1848 donnent une très large victoire à Louis-Napoléon Bonaparte, qui obtient presque 75% des suffrages.

Le nouveau président parvient peu à peu à consolider son pouvoir, en formant un ministère avec ses partisans, issus du nouveau Parti de l'Ordre. La constitution interdisant sa réélection en 1852, il réussit le 2 décembre 1851 un coup d'État, qui lui donne pratiquement les pleins pouvoirs. Il fait d'abord valider son coup d'État par un plébiscite. Ensuite, disposant d'un parlement docile et entièrement à sa dévotion, Louis-Napoléon se fait proclamer empereur sous le nom de Napoléon III après un nouveau plébiscite, fin 1852.



*Sainte-Hélène, 2007, n° 945
L'empereur Napoléon III*

En politique intérieure, Napoléon III n'a pas beaucoup de soucis à se faire. Il dispose jusqu'en 1869 d'un large soutien populaire, et son règne est marqué par un développement industriel, économique et financier sensible.

Grâce aux gigantesques travaux de Haussmann, Paris est entièrement transformé et modernisé, avec la démolition de plusieurs vieux quartiers et la création de larges avenues.



*1952, n° 934
Haussmann*

Sa politique extérieure a pour objectif d'effacer l'humiliation du Congrès de Vienne de 1815, avec la déchéance de son oncle Napoléon I^{er}.

Il s'attaque d'abord à la Russie, en s'alliant à la Grande-Bretagne et à la Turquie contre la Russie, dans la guerre de Crimée (1854-1856). Après la prise de Sébastopol, qui ne capitule qu'après un siège de 11 mois, et la bataille de Malakoff, la Russie capitule. Cette victoire renforce la bonne entente entre la France de Napoléon III et l'Angleterre de la reine Victoria. Mais les pertes sont énormes : rien que durant le siège de Sébastopol, on compte 120 000 morts dans les rangs alliés, la plupart suite à des épidémies de typhus, de choléra et de dysenterie.



*U.R.S.S., 1954, n° 1711
100^e anniversaire du siège de Sébastopol.*

La politique italienne de Napoléon III est plus ambiguë. Cavour, le grand diplomate italien, parvient à convaincre Napoléon III en 1859 de s'engager aux côtés des troupes sardo-piémontaises dans une guerre contre l'Autriche. L'armée franco-sarde remporte successivement les batailles de Montebello, Palestro et surtout Magenta, le 4 juin 1859. Après cette dernière victoire, Napoléon III et Victor-Emmanuel II font une entrée triomphale à Milan.



*Italie, carte maximum de 1959 avec le timbre n° 797
La bataille de Magenta*

La dernière bataille se déroule le 24 juin 1859, à Solferino. C'est encore une victoire franco-sarde, mais cette bataille est un véritable carnage, avec environ 50 000 morts. C'est pendant cette bataille qu'Henri Dunant, qui était là par hasard, se rend compte de la nécessité de la création d'une aide internationale pour secourir les victimes en cas de conflits sanglants : c'est le début de la Croix-Rouge.



*Italie, 2011, n° 3250
La bataille de Solferino*



Italie, 1959, n° 794



*Belgique, 1959, n° 1101
Création de la Croix-Rouge par Henri Dunant
après la sanglante bataille de Solferino*

Cependant, la guerre en Italie mettant les États pontificaux en péril, Napoléon III risque de s'aliéner les catholiques français. C'est pourquoi, jusqu'en 1870, il empêche l'Italie de finaliser son unité en laissant des troupes à Rome pour protéger le pape.

En contrepartie de son aide, Napoléon III avait demandé le retour à la France de la Savoie et de Nice : c'est chose faite en 1860.



1960, n° 1246



2010, n° 4441

100^e & 150^e anniversaire du rattachement de la Savoie à la France en 1860



1960, n° 1247



2010, n° 4457

100^e & 150^e anniversaire du rattachement de Nice à la France en 1860

Moins brillante est sa participation dans l'aventure du Mexique, entre 1862 et 1865. Début 1862, des troupes françaises débarquent au Mexique, officiellement pour protéger les intérêts de la France, menacés par la politique du leader mexicain Benito Juárez. En 1863, la ville de Mexico est prise, et le trône du Mexique est proposé à Maximilien, le frère de l'empereur François-Joseph d'Autriche.

Maximilien est proclamé empereur du Mexique en 1864, mais c'est rapidement la débâcle : les États-Unis, enfin débarrassés en 1865 de la guerre de Sécession, procurent une aide massive à Juárez, et l'armée française est obligée de se retirer du Mexique, laissant Maximilien dans une situation désespérée. Finalement, Maximilien est arrêté et exécuté le 19 juin 1867.



Mexique, 1967, n° 733

Centenaire de la victoire de Juárez sur l'empire de Maximilien

Et pendant ce temps, Baudelaire scandalise la France avec *Les Fleurs du mal*, Flaubert la divise avec *Madame Bovary* et Offenbach l'amuse avec ses opéras-bouffes...



1951, n° 908
Baudelaire



1952, n° 930
Flaubert



1981, n° 2151
Offenbach

La chute du Second Empire, que personne n'avait prévue, survient en 1870, suite à la guerre de 1870 contre l'Allemagne. Cette guerre aurait pu être évitée, si la France n'était pas tombée dans le piège tendu par Bismarck.

Bismarck, chef du gouvernement d'abord de la Prusse, ensuite de l'Allemagne, rêvait de l'unification allemande, dominée par la Prusse. Il avait déjà éliminé le "rival" autrichien, en écrasant l'armée autrichienne à la bataille de Sadowa en 1866, et il avait fondé en 1867 la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Bismarck exploite habilement un incident diplomatique mineur, concernant la succession du trône d'Espagne, et présente dans la célèbre "dépêche d'Ems" du 13 juillet 1870 les faits d'une façon tellement tendancieuse que la France, choquée, déclare la guerre à l'Allemagne.



Allemagne, 2015, n° 2956
Otto von Bismarck

L'armée française, mal préparée, est bousculée par l'armée allemande, supérieure en entraînement, armement et discipline. Le 2 septembre 1870, Napoléon III est obligé de se rendre aux Allemands à Sedan, et le 19 octobre, Bazaine capitule à son tour à Metz.

Cette défaite provoque à Paris la chute du Second Empire et la proclamation de la Troisième République, dès le 4 septembre. Un gouvernement de défense nationale est constitué, mais il contient aussi bien des partisans de la capitulation française définitive (Thiers, Jules Favre) que des partisans de la guerre à outrance (Léon Gambetta, Henri Rochefort).



1952, n° 935
Adolphe Thiers



1938, n° 378
Léon Gambetta

Les Allemands assiègent Paris, et Bismarck fait proclamer le 18 janvier 1871, dans la galerie des glaces de Versailles, l'Empire allemand. Le gouvernement français est obligé de présenter la capitulation définitive de la France à Bismarck le 28 janvier 1871, avec pour conséquence la perte officielle de l'Alsace et de la Lorraine en faveur de l'Allemagne.



Allemagne, 1900, n° 64

Proclamation de l'Empire allemand dans la galerie des glaces de Versailles le 18 janvier 1871

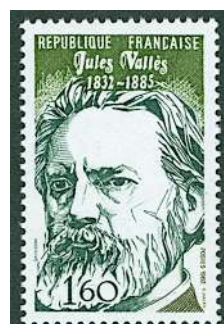
Une nouvelle Assemblée est élue, et Thiers devient le chef de l'État. Cette Assemblée est à majorité monarchiste et pacifiste, mais les élus de Paris sont surtout des Républicains de gauche, pour qui l'humiliation de la défaite est insupportable.

Le 18 mars, c'est l'émeute à Paris, qui sera appelée "la Commune". Cette insurrection dure du 18 mars au 28 mai 1871. Un gouvernement de gauche y prône la justice, l'égalité et la liberté, mais il en résulte surtout le chaos et l'anarchie. Une des plus belles figures en est Jules Vallès, qui intervient contre les arbitraires et les excès. La Commune a aussi sa "passionaria", Louise Michel.

Les combats sont extrêmement violents, et se terminent par la défaite des Communards. La répression sera à son tour terrible.



*Allemagne orientale, 1971, n°s 1345/1348
100^e anniversaire de la Commune de Paris*



*1982, n° 2215
Jules Vallès*



*1986, n° 2408
Louise Michel*

Adolphe Thiers devient officiellement le premier président de la Troisième République le 31 août 1871. Le maréchal Mac-Mahon (1873-1879) et Jules Grévy (1879-1887) lui succèdent à la tête de l'État.

Avec une majorité royaliste à l'Assemblée, le comte de Chambord a en 1873 toutes les chances d'être appelé sur le trône de France, mais il s'obstine à refuser le drapeau tricolore, ce qui fait échouer une nouvelle Restauration.

Au contraire, en 1875, un texte proposé par Henri Wallon, établissant définitivement la République, est adopté en 1875 par... une voix de majorité (353 contre 352).



1975, n° 1843
100^e anniversaire du Sénat, instauré en 1875



2004, n° 3729
Henri Wallon

Un des grands hommes de la présidence de Jules Grévy est Jules Ferry. Deux fois chef du gouvernement, il fait voter une instruction publique gratuite, obligatoire et laïque. Il est également un grand partisan de l'oeuvre coloniale de la France, soutenant la colonisation de la Tunisie, de Madagascar, du Congo et de l'Indochine.



1951, n° 880



1981, n° 2167

Jules Ferry

En 1887, Sadi Carnot accède à la présidence, après la démission de Grévy, trop compromis dans un scandale où son propre beau-fils est impliqué.

Après l'intermède du populaire général Boulanger, qui parvient à ébranler la République entre 1886 et 1889, mais qui manque d'envergure pour réussir, l'exposition de Paris de 1889 présente les succès de la République. Le clou en est la tour Eiffel.



1954, n° 991
Le président Sadi Carnot



1982, n° 2230
Gustave Eiffel



1939, n° 429
La tour Eiffel

Sadi Carnot est assassiné en 1894. Après lui se succèdent à la présidence Jean Casimir-Perier (1894-1895), Félix Faure (1895-1899), Émile Loubet (1899-1906) et Armand Fallières (1906-1913).

C'est sous la présidence de Félix Faure que se déroule l'affaire Dreyfus, le capitaine injustement condamné "pour sauvegarder l'honneur de l'armée". La France se divise en "dreyfusards" et "antidreyfusards". Le principal défenseur de Dreyfus est Émile Zola. Finalement, Dreyfus sera réhabilité, mais aura passé quatre ans et demi dans le terrible bagne de Cayenne.



*2006, n° 3938
Alfred Dreyfus*



*1967, n° 1511
Émile Zola*

Sous la présidence de Loubet, le chef du gouvernement est d'abord le modéré Pierre Waldeck-Rousseau (1899-1902), auquel succède Émile Combes (1902-1905). D'un anticléricalisme virulent, celui-ci fait voter en 1905 la loi de séparation des Églises et de l'État, qui fait de la France un État laïc à 100%.



*1984, n° 2305
Pierre Waldeck-Rousseau*



*2005, n° 3860
100^e anniversaire de la loi de séparation des Églises et de l'État*

Sous la présidence de Fallières se dessine le rapprochement de trois nations, qui sera appelé la Triple Entente : la Grande-Bretagne, la Russie et la France. Cette alliance a pour but de contrecarrer les visées de plus en plus expansionnistes de l'Allemagne de l'empereur Guillaume II, qui, de son côté, s'est allié à l'Autriche et à l'Italie pour former la Triplice. La guerre se profile à l'horizon...

La période 1870-1914 n'est pas seulement une période de stabilité politique et financière, c'est aussi une période de progrès économique, scientifique et culturel. Louis Pasteur fait progresser la médecine, Marie Curie obtient deux fois le prix Nobel, et Louis Blériot traverse la Manche en 1909.



1936, n° 333
Louis Pasteur



1967, n° 1533
Marie Curie

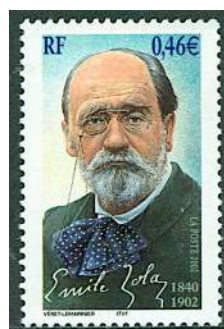


2009, P.A. n° 72
Louis Blériot

En littérature, Jules Verne fait rêver les Français avec ses *Voyages extraordinaires*, tandis que Zola les confronte avec les dures réalités de la vie quotidienne et Marcel Proust leur communique ses observations mélancoliques. Paul Verlaine et Arthur Rimbaud écrivent leurs poèmes dans un style musical et fluide.



1955, n° 1026
Jules Verne



2002, n° 3524
Émile Zola



1966, n° 1472
Marcel Proust



1951, n° 909
Paul Verlaine



1951, n° 910
Arthur Rimbaud

C'est aussi l'époque où Sarah Bernhardt triomphe sur scène, où Auguste Rodin sculpte d'incomparables chefs-d'oeuvre, et où le pauvre Vincent Van Gogh ne vend pas une seule toile.



1945, n° 738
Sarah Bernhardt



1937, n° 344
Auguste Rodin



1956, n° 1087
Vincent Van Gogh

L'on appelle la période entre la fin du XIX^e siècle et la première guerre mondiale la “Belle Époque”. Elle n’était cependant “belle” que pour une minorité, formant la haute et moyenne bourgeoisie. Pour le monde rural, pour les ouvriers, pour les petits artisans, la vie était très souvent âpre et dure, et il a fallu l’énergie de quelques grands leaders sociaux pour remédier à cette situation.

Inspiré par les théories de Marx et Engels, Jules Guesde essaie dès 1876 d’améliorer le sort du prolétariat français. Il fonde en 1882 le Parti ouvrier, qui devient en 1902 le Parti socialiste français. Opposé à tout compromis avec les “forces bourgeoises”, il incarne la ligne dure du militantisme ouvrier. Il reste toute sa vie un partisan du courant internationaliste du mouvement ouvrier.



*1957, n° 1113
Jules Guesde*

Tout aussi énergique et combattant, mais plus pragmatique, se situe Jean Jaurès. Orateur et polémiste incomparable, il fonde en 1904 le journal *L'Humanité*, dans lequel il continue infatigablement sa lutte en faveur du prolétariat. Il est assassiné la veille de la première guerre mondiale, à cause de ses efforts en faveur de la paix.



1936, n° 318



1959, n° 1217



1936, n° 319



*2014, n°s 4869/4870
Jean Jaurès*

VII. De 1914 à 2016

En 1914, la situation est explosive. Les alliances sont conclues : d'un côté la triple Alliance France - Grande-Bretagne - Russie, de l'autre la Triple Alliance Allemagne - Autriche - Italie. Cette dernière sera remplacée en 1914 par l'Empire ottoman.

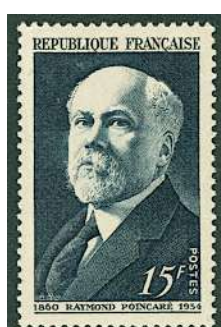
Il ne manque plus qu'une étincelle pour mettre le feu aux poudres, et cette étincelle survient le 28 juin 1914, avec l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier du trône d'Autriche. Suite à cet attentat, l'Autriche déclare le 28 juillet la guerre à la Serbie. Celle-ci étant l'alliée de la Russie, les déclarations de guerre se succèdent et début août, toute l'Europe est en feu.

En France, la mobilisation générale est décrétée le 2 août. Du côté politique, Raymond Poincaré vient d'accéder à la présidence (1913-1920), tandis qu'Aristide Briand sera de 1915 à 1917 chef du gouvernement, en même temps que ministre des Affaires étrangères.



2014, n° 4889

La mobilisation générale en 1914



1950, n° 864

Raymond Poincaré



1933, n° 291

Aristide Briand



1980, n° 2085

Du point de vue militaire, les premiers succès sont pour l'Allemagne, qui envahit la Belgique et sera finalement arrêtée sur l'Yser. L'armée allemande avance jusqu'à la Marne, et Paris est menacée, mais le général Joffre parvient à la contenir en septembre. Les renforts vers le front de la Marne sont acheminés par 700 taxis de Paris !



1964, n° 1429



2014, n°s 4899/4900

50^e et 100^e anniversaire de la bataille de la Marne





*1940, n° 454
Le général Joseph Joffre*

Alors commence la terrible guerre des tranchées, où de part et d'autre, des dizaines de milliers de soldats laissent la vie pour la conquête de quelques centaines de mètres de terrain.

L'année 1916 est la plus terrible de la guerre. Le général Nivelle a remplacé Joffre comme chef d'État-major. Sans se soucier des pertes humaines, il lance ses troupes dans une offensive insensée sur la Somme. Cette offensive se solde par un échec, qui était prévisible.



*2016, bloc 127
100^e anniversaire de l'offensive de la Somme 1916*



*Irlande, 2006, n° 1715
L'offensive de la Somme 1916*

C'est également en 1916 que commence l'enfer de Verdun. Rien qu'à Verdun, l'on comptera plus de 300 000 tués et plus de 400 000 blessés.



2016, n° 5063
100^e anniversaire de la bataille de Verdun 1916



1939, n° 445
La guerre à Verdun



1976, n° 1883



2006, n° 3881
L'ossuaire de Douaumont (Verdun)

En 1917, après trois années d'enfer dans les tranchées, les soldats sont épuisés, et ils commencent à murmurer contre les massacres inutiles. La crise menace l'armée française, dont le moral est au plus bas. Le 15 mai 1917, Nivelle est remplacé par Philippe Pétain à la tête de l'armée. Pétain parvient à éteindre les foyers d'insurrection au front et à rétablir la discipline. Il reprend l'offensive de Verdun.



1941, n° 473



1944, n° 606
Philippe Pétain, le vainqueur de Verdun



1942, n° 525

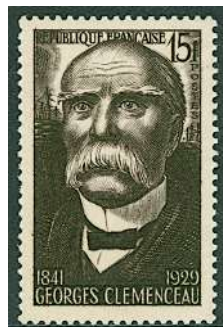
Heureusement, les États-Unis déclarent à leur tour la guerre à l'Allemagne en avril 1917, et les premières troupes américaines, avec à leur tête le général Pershing, débarquent en France en juin 1917. Il était temps, car la chute du tsar de Russie, rapidement suivie par le traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918 par les Allemands et les bolchéviques russes, libère un grand nombre de régiments allemands qui sont transférés à l'ouest.



1987, n° 2477

L'arrivée en France des troupes américaines, commandées par le général Pershing

L'entrée en guerre des Américains, le remplacement de Nivelle par Pétain, et l'arrivée à la tête du gouvernement français de Georges Clémenceau font pencher la balance petit à petit en faveur des Alliés. Le programme de Clémenceau est simple : "Je fais la guerre". Il parvient à imposer le général français Ferdinand Foch comme généralissime des forces alliées.



1951, n° 918

Georges Clémenceau



1940, n° 455

Le maréchal Foch

Après une ultime offensive allemande pendant l'été 1918, la déroute s'amorce pour l'armée du Kaiser, qui est obligée de battre en retraite. Finalement l'Allemagne est contrainte à la capitulation, et le 11 novembre 1918, à Rethondes, près de Compiègne, le haut commandement allemand signe l'armistice. La victoire des Alliés redonne immédiatement l'Alsace et la Lorraine à la France.



1938, n° 403



1958, n° 1179



1978, n° 2022

Le wagon de Rethondes

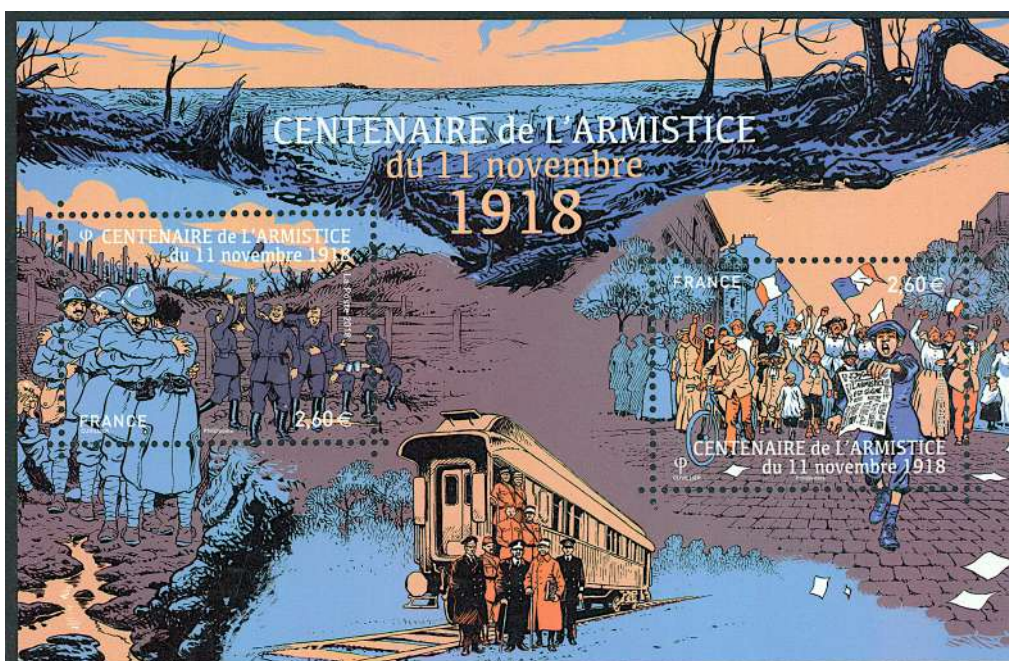


1988, n° 2549



2008, n° 4322

Commémorations de l'armistice de 1918 et de la victoire dans la première guerre mondiale

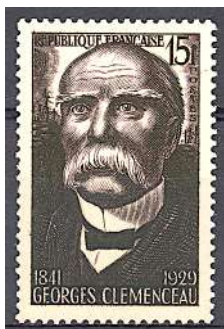


2018, F5284
100^e anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918

Après la guerre, la conférence de Paris rassemble début 1919 les vainqueurs de la guerre, pour garantir un avenir pacifique. Les ténors en sont Clémenceau pour la France, Wilson pour les États-Unis, Lloyd George pour la Grande-Bretagne et Orlando pour l'Italie. Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, est cependant une occasion ratée : non seulement les promesses faites à l'Italie ne sont pas tenues, ce qui va engendrer le fascisme à Rome, mais en plus, les clauses de ce traité sont une véritable humiliation pour l'Allemagne, qui est saignée à blanc. Le succès de la montée du nazisme en Allemagne est en partie dû à la volonté d'effacer l'affront de Versailles.



Carte maximum de 1951 avec le timbre n° 918
Georges Clémenceau



1951, n° 918
Georges Clémenceau



États-Unis, 1998, n° 2705

Woodrow Wilson



Italie, 2002, n° 2620

Vittorio Orlando



Grande-Bretagne, 2013, n° 3841

David Lloyd George

Les "ténors" de la conférence de la paix de Paris en 1919

L'entre-deux-guerres en France se divise en deux décades très différentes : d'abord les "Années folles" (1919-1929), où tout semble possible et permis, ensuite, la crise économique et sociale (1929-1939), où la montée des nationalismes en Europe crée une atmosphère de tension et de peur.

En politique, cinq présidents vont se succéder à la tête de l'État, après Raymond Poincaré : Paul Deschanel (1920, démissionnaire pour raisons de santé), Alexandre Millerand (1920-1924), Gaston Doumergue (1924-1931), Paul Doumer (1931-1932, mort assassiné) et Albert Lebrun (1932-1940).



2013, n° 4793

Gaston Doumergue



1933, n° 292

Paul Doumer

Les gouvernements se suivent à un rythme accéléré. Les principaux chefs de gouvernement de la première décade sont :

- Raymond Poincaré, l'ex-président, qui parvient à enrayer en 1926 l'effondrement du franc français sur le marché des changes.
- Aristide Briand, qui rêve d'une paix à l'échelle mondiale. Il signe en 1925 les accords de Locarno avec entre autres l'Allemand Stresemann, ce qui vaut à tous deux le prix Nobel de la paix en 1926. Il est ensuite co-auteur du pacte Briand-Kellogg, signé en 1928, visant à mettre la guerre hors-la-loi.
- Édouard Herriot, membre du parti radical, parti intermédiaire entre la gauche et la droite susceptible de s'allier aux socialistes ou aux conservateurs suivant les circonstances.



1977, n° 1953
Édouard Herriot

La gauche se scinde en 1920 en deux tendances : le parti communiste, entièrement inféodé à Moscou, et le parti socialiste, plus pragmatique.

L'entre-deux-guerres est aussi la grande période coloniale pour la France. C'est surtout en Afrique que la France est présente, avec l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française, et l'Afrique du Nord. Le maréchal Lyautey, résident général du protectorat français au Maroc de 1912 à 1925, y réussit une pénétration pacifique, assurant le développement du pays tout en respectant ses structures ancestrales. L'exposition coloniale de Paris en 1931 a lieu à l'apogée de la puissance coloniale de la France.



1953, n° 950
Le maréchal Hubert Lyautey



1930, n° 273



1931, n° 274

L'exposition coloniale de Paris en 1931

Lorsque la grande crise économique touche le monde entier en 1929, la France est relativement épargnée jusqu'en 1931. Mais la chute de l'activité économique dans les autres pays fait baisser l'exportation, et la concurrence devient difficile à partir de 1931, à cause des dévaluations à l'étranger. La production industrielle recule fortement, et la France entre à son tour dans la crise économique, plus tard mais plus longuement qu'ailleurs.

Les faillites se multiplient, le chômage atteint des proportions inquiétantes, les grèves se succèdent et la France se divise : suite à l'attrait exercé d'une part par le modèle communiste soviétique et d'autre part par le fascisme et surtout le nazisme, il se développe en France une gauche admirant Staline et une droite admirant Hitler. Un climat d'émeute règne à Paris à partir de 1934.

En 1936, le Front populaire, constitué des communistes, des socialistes et des radicaux, gagne les élections, et le socialiste Léon Blum devient président du Conseil. Le gouvernement de gauche signe les accords de Matignon, qui donne d'importants avantages aux salariés : congés payés, augmentation des salaires, instauration de la semaine de 40 heures, conventions collectives, droit syndical, etc.



1982, n° 2251
Léon Blum



1986, n° 2394
Le Front populaire

Mais, dès son installation, le Front populaire est piégé par la politique extérieure : la guerre civile éclate en Espagne, et tandis que les socialistes et les communistes souhaitent accorder un large soutien aux Républicains, les radicaux prônent la neutralité.

Le leader communiste Maurice Thorez, entièrement subordonné à Staline, veut conduire le Front populaire dans une voie d'extrême-gauche, tandis que Léon Blum, conscient des énormes difficultés économiques engendrées par la politique sociale du Front populaire, essaie au contraire d'introduire une pause dans les réformes. Il est acculé à la démission en 1937, et c'est Camille Chautemps, du parti radical qui prend sa succession, suivi en 1938 par un autre radical, Édouard Daladier.



U.R.S.S., 1964, n° 2856



U.R.S.S., 1965, n° 2967

Maurice Thorez

Daladier n'hérite pas seulement du marasme économique, mais également d'une situation internationale explosive : Hitler, après avoir réarmé l'Allemagne, lance son pays dans une politique d'annexions, réclamant le rattachement au Reich de tous les territoires à peuplement majoritairement allemand. Les événements se succèdent à partir de 1938.

Le 13 mars 1938 a lieu l'Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne. Ensuite, Hitler réclame pour l'Allemagne le territoire tchécoslovaque des Sudètes.

La conférence de Munich des 29 et 30 septembre 1938 parvient de justesse à éviter la guerre, mais le prix à payer est énorme : la France (Édouard Daladier) et la Grande-Bretagne (Neville Chamberlain) cèdent à toutes les exigences de Hitler et Mussolini, lâchant sans scrupules leur allié tchécoslovaque pour sauvegarder une paix illusoire.



Carte commémorative allemande, représentant les quatre protagonistes des accords de Munich de 1938 : Chamberlain, Daladier, Mussolini et Hitler



*Tchécoslovaquie, 1968, n°s 1664/1666
30^e anniversaire des accords de Munich.*

*La Tchécoslovaquie est le seul pays qui ait commémoré les accords de Munich avec des timbres.
Les trois timbres représentent des dessins faits par des enfants au camp de concentration de Theresienstadt.*

À partir de 1938, le parti radical de Daladier glisse progressivement vers la droite, dans l'espoir de résorber au moins partiellement l'énorme retard économique et militaire accumulé pendant les dernières années. La France a encore toujours des illusions concernant sa puissance militaire : elle s'imagine que la ligne Maginot, du nom du ministre de la Guerre André Maginot, suffira à enrayer toute tentative d'invasion de la part des Allemands. Cette ligne Maginot est une ligne de fortifications construites par la France le long de ses frontières, de la Belgique à l'Italie.



*1995, n° 2966
André Maginot, le "père" de la ligne qui porte son nom*

Pendant ce temps, Hitler continue sa progression. Le 15 mars 1939, la Tchécoslovaquie cesse d'exister, et est remplacée par le protectorat allemand sur la Bohême et la Moravie, et par une Slovaquie "indépendante", mais entièrement subordonnée à Berlin.

Hitler se tourne alors vers la Pologne. Il étonne d'abord l'Europe entière en concluant avec l'Union soviétique un pacte de non-agression, signé le 23 août 1939 par Molotov et von Ribbentrop. Ce pacte plonge les communistes français, entièrement inféodés à Moscou, dans une grande perplexité, dont ils ne se débarrasseront qu'en 1941.



Pologne, 1979, n° 2465



Pologne, 2009, n°s 4172/4173

30^e et 60^e anniversaire du début de la guerre 1939-1945



Les Allemands attaquent la Pologne le 1^{er} septembre 1939, et envahissent tout le territoire avec une facilité dérisoire. Ensuite, l'Union soviétique attaque à son tour la Pologne le 17 septembre. La Pologne, anéantie en un peu plus d'un mois, est partagée entre les deux puissances.

La France et la Grande-Bretagne, alliés de la Pologne, décrètent la mobilisation générale le 1^{er} septembre, et déclarent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre.

C'est d'abord la "drôle de guerre" : il n'y a pratiquement pas d'opérations militaires sur le front occidental jusqu'au 10 mai 1940. La seule action militaire importante concernant la France est la bataille de Narvik, le port norvégien, dont Hitler a besoin pour son approvisionnement en fer. La flotte franco-britannique y remporte une belle victoire en avril 1940, mais dès juin 1940, le corps expéditionnaire franco-britannique est rapatrié, pour être engagé dans la guerre en France.



*1952, n° 922
La bataille de Narvik (avril 1940)*

Pendant ce temps, en France, Daladier se voit contraint de démissionner, et il est remplacé par Paul Reynaud.

Tout change le 10 mai 1940, lorsque Hitler lance sa grande offensive à l'ouest. La Belgique est envahie, et la progression allemande est foudroyante : fin mai, les troupes franco-britanniques encerclées sont évacuées par tous les navires disponibles de Dunkerque vers l'Angleterre. 340 000 hommes resteront ainsi disponibles pour la poursuite de la guerre.

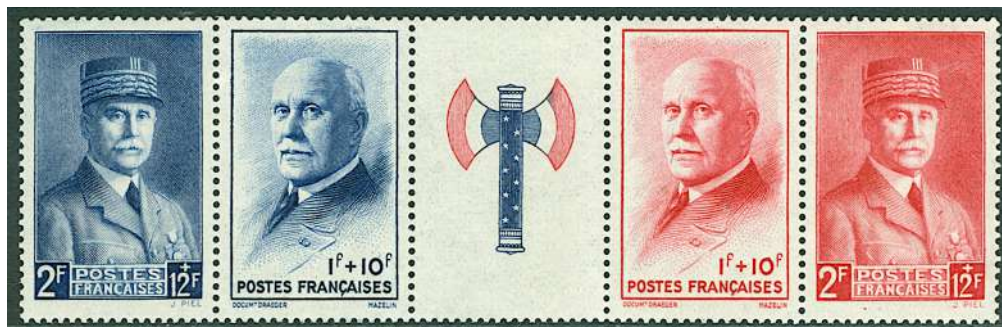


*Marshall Islands, 1990, n°s 303/304
Le rembarquement des troupes à Dunkerque.*

Paris est occupé dès le 14 juin 1940. Le gouvernement, qui s'était réfugié à Bordeaux, constate l'impossibilité de continuer l'effort de guerre et demande l'armistice, qui est signé le 22 juin 1940. Entretemps, Paul Reynaud avait démissionné le 16 juin, et c'est le vieux maréchal Pétain qui le remplace.



*Marshall Islands, 1990, n° 305
Les Allemands à Paris le 14 juin 1940*



1943, n°s 568/571



1941-1942, n°s 520/524
Philippe Pétain



1944, n° 606
Philippe Pétain

L'armistice a des conséquences sévères pour la France :

- La France est divisée en deux parties par une ligne de démarcation : une zone, avec Paris, occupée par l'armée allemande et une zone dite libre. C'est dans cette dernière zone, à Vichy, que le gouvernement de Pétain s'installe.
- L'Empire colonial reste officiellement sous le contrôle du gouvernement français.
- L'Alsace et la Lorraine redeviennent des territoires allemands.
- La France change de nom et de devise : la République française devient l'État français, avec le maréchal Pétain à sa tête, et la nouvelle devise de la France est : "Travail, Famille, Patrie".

La Grande-Bretagne, où Winston Churchill a remplacé le trop timide Chamberlain, se retrouve seule face à Hitler. Mais la France sera présente, grâce à un général qui refuse la défaite, qui s'installe à Londres, et qui lance le 18 juin 1940 sur les ondes un appel à la résistance : c'est le général Charles de Gaulle, avec son célèbre "appel du 18 juin".



2010, n° 4493
L'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle



1960, n° 1264 1964, n° 1408 1990, n° 2656
Commémoration de l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle

Le “régime de Vichy”, où Pierre Laval, qui se profile comme le véritable dauphin de Pétain, entraîne la France dans une politique de plus en plus collaborationniste, se heurte dès le début à de grandes difficultés :

- Le 3 juillet 1940, la Grande-Bretagne fait bombarder la flotte française à Mers-el-Kébir (Algérie), pour éviter qu'elle ne tombe entre les mains des Allemands. Le restant de la flotte française cherche alors refuge à Toulon, où elle se sabordera finalement en novembre 1942.



Marshall Islands, 1990, n° 306
Destruction d'une partie de la flotte française par la Navy anglaise à Mers-el-Kébir, le 3 juillet 1940

- L'Empire colonial, dans sa grande majorité, rejoint le général de Gaulle : dès le 26 août 1940, Félix Éboué, gouverneur-général du Tchad, est le premier à donner l'exemple en hissant le drapeau tricolore à croix de Lorraine à la mairie de Fort-Lamy, capitale du Tchad. A la suite du Tchad, la plus grande partie de l'Afrique centrale se rallie au général de Gaulle : c'est la "France libre".



2004, n° 3714



Afrique équatoriale française, 1955, P.A. n° 61
Félix Éboué

- La résistance s'organise en France, aussi bien dans la zone occupée que dans la zone libre. Cette résistance est activement soutenue par Londres et s'amplifie surtout à partir de juin 1941, quand les communistes s'y joignent après l'attaque de l'Union soviétique par Hitler. Un des grands organisateurs de cette résistance est Jean Moulin, qui payera de sa vie son dévouement au service de la France libre.



1947, n° 790



1994, n° 2876
La Résistance en France



1964, n° 1411



1957, n° 1100



2009, n° 4371

Jean Moulin

Au fur et à mesure que la résistance s'amplifie en France, les actes de représailles de la part des Allemands deviennent de plus en plus sauvages, surtout en 1944 avec comme points culminants les massacres de Tulle (9 juin 1940) et d'Oradour (10 juin 1944).



2014, n° 4865



1945, n° 742

Les massacres de Tulle et d'Oradour

De Londres, de Gaulle tient à tout prix à faire participer la France à l'effort de guerre, et il charge dès mars 1941 le général Philippe de Hauteclocque, dit Leclerc, de partir du Tchad vers le Nord, pour combattre les Italiens et les Allemands en Afrique du Nord. Leclerc tiendra son célèbre serment de ne pas déposer les armes avant la libération de Paris et de Strasbourg.



1969, n° 1607



1987, n° 2499

Le général Leclerc



1969, n° 1608

Parmi les grands noms de militaires qui ont sauvé l'honneur de la France en participant pour de Gaulle à l'effort de guerre, il faut mentionner - parmi beaucoup d'autres - ceux des généraux Koenig, de Lattre de Tassigny et Juin.

Koenig s'est surtout illustré en mai-juin 1942 à Bir Hakeim, en Libye, où il retient pendant seize jours l'Afrikakorps de Rommel. Ce délai a finalement permis la victoire de Montgomery à El Alamein.



1974, n° 1796

Le général Koenig



1952, n° 925

La bataille de Bir Hakeim



1967, n° 1532

De Lattre de Tassigny, quant à lui, est nommé fin 1943 par de Gaulle commandant en chef des forces de libération françaises.



1954, n° 982



1970, n° 1639

Le général de Lattre de Tassigny



1989, n° 2611

Le général Juin commande le corps expéditionnaire français d'Italie, qui remporte en mai 1944 la victoire du Garigliano, ouvrant ainsi aux forces alliées la route de Rome.



1970, n° 1630

Le général Juin



1969, n° 1601

La bataille du Garigliano

Le cours de la guerre, qui avait été jusqu'alors une suite ininterrompue de succès pour l'Allemagne, s'infléchit à partir du 22 juin 1941, avec l'invasion de l'Union soviétique. L'arrêt de l'offensive allemande à Stalingrad, la faiblesse de l'allié italien, les difficultés rencontrées par Rommel et son Afrikakorps en Afrique du Nord et l'entrée en guerre des États-Unis après l'attaque japonaise de Pearl Harbor le 7 décembre 1941, ouvrent progressivement de meilleures perspectives pour les Alliés.

Le 11 novembre 1942, la "zone libre" française est occupée par l'armée allemande, en réponse au débarquement allié en Afrique du Nord trois jours auparavant.

Le début de la fin pour l'Allemagne nazie se situe le 6 juin 1944, avec le débarquement réussi des Alliés en Normandie. Celui-ci sera suivi par un deuxième débarquement, en Provence, le 15 août 1944. L'armée allemande est contrainte de battre en retraite, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Elle est finalement obligée de signer sa capitulation le 8 mai 1945.



1954, n° 983

10^e et 20^e anniversaire des débarquements de Normandie et de Provence en 1944



1964, n° 1409



1974, n° 1799



1994, n°s 2887/2888



Le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944



1969, n° 1605



1994, n° 2895

Le débarquement en Provence, le 15 août 1944

La libération et la victoire sont abondamment fêtées en France. La libération de Paris, où le général de Gaulle fait son entrée dès le 25 août 1944, signifie l'écroulement définitif du régime de Pétain. Celle de Strasbourg le 23 novembre 1944 marque la fin des opérations militaires en territoire français et le retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine.



1964, n° 1410

Libération de Paris et de Strasbourg



1945, n° 739

Retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France



1974, n° 1821



1965, n° 1450

Commémorations de la victoire dans la deuxième guerre mondiale



1995, n° 2944

Le général de Gaulle devient le premier chef de gouvernement de l'après-guerre, mais il est rapidement dégoûté par le manque d'envergure et la stérilité des jeux politiques des différents groupements de l'Assemblée. Le 20 janvier 1946, il donne sa démission, et entame sa "traversée du désert", qui va durer jusqu'en 1958.

Une nouvelle constitution est péniblement élaborée, et la Quatrième République est proclamée le 27 octobre 1946. Le premier président en est Vincent Auriol (1947-1953), qui sera suivi fin 1953 par René Coty (1953-1958).



*1984, n° 2344
Vincent Auriol*



*1964, n° 1412
René Coty*

Les gouvernements successifs se suivent à un rythme trop élevé pour être efficaces. Quelques premiers ministres de l'époque ont eu l'honneur d'un timbre-poste, comme Robert Schuman, qui sera un des pères de l'Europe, Henri Queuille, Pierre Mendès France, qui aura le mérite de mettre fin à la guerre d'Indochine, et Pierre Pflimlin.



*1974, n° 1826
Robert Schuman*



*2012, n° 4635
Henri Queuille*



*1983, n° 2298
Pierre Mendès France*



*2007, n° 4078
Pierre Pflimlin*

Ces gouvernements de la Quatrième République sont confrontés à trois problèmes internationaux majeurs :

- La guerre d'Indochine. Cette guerre oppose la France au Viêt Minh, mouvement indépendantiste vietnamien d'obédience communiste. Après la terrible défaite française en mai 1954 à Diên Biên Phu, elle se termine par les accords de Genève, qui scinde le Viêt Nam en deux zones et met fin à l'influence française en Indochine.



*2004, n° 3667
50^e anniversaire de Diên Biên Phu*

- Le crise du canal de Suez. Le 26 juillet 1956, le leader égyptien Gamal Abdel Nasser proclame la nationalisation du canal de Suez. Pour assurer la libre navigation sur la canal, la France (Guy Mollet), la Grande-Bretagne (Anthony Eden) et Israël (David Ben Gourion) déclarent la guerre à l'Égypte. La victoire est acquise, mais sous la pression des États-Unis et de l'Union soviétique, les armées franco-britanniques doivent se retirer. La victoire militaire est suivie par la défaite politique.



*Égypte, 1956, n° 384
Nationalisation du canal de Suez*



*Égypte, 1957, n° 387
Évacuation des forces franco-britanniques*

- La guerre d'Algérie. Cette guerre d'indépendance de l'Algérie commence en 1954, et devient rapidement un conflit sans issue pour la France, où l'armée s'enlise et où les gouvernements successifs ne trouvent pas de solutions au problème. En France, l'on parle de la "sale guerre", qui sera à la base du retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958.



*1997, n° 3072
Hommage aux combattants de la guerre d'Algérie*

Un des rares points positifs de la Quatrième République est la participation active de la France à la création de la Communauté européenne, avec la signature du traité de Rome en 1957. Avec Robert Schuman, le français Jean Monnet est un des grands promoteurs de l'idée européenne.



*1982, n° 2207
25^e anniversaire du traité de Rome (1957)*



1980, n° 2096



*1988, n° 2533
Jean Monnet*

En 1958, le marasme politique, engendré surtout par la guerre d'Algérie, est tel que le président Coty ne parvient plus à constituer un gouvernement stable. Il est contraint de s'adresser au général de Gaulle, qui pose ses conditions.

De Gaulle revient ainsi au pouvoir en mai 1958. Investi président du Conseil le 1^{er} juin, il demande et obtient les pleins pouvoirs. Le 28 septembre, il fait approuver la constitution de la V^e République par un référendum, et le 21 décembre, il est élu président de la République.



1998, n° 3195
40^e anniversaire de la constitution de 1958



1971, n°s 1695/1698



2008, n° 4243



1990, n° 2634



2008, n° 4282

Le général et président Charles de Gaulle

Avec une constitution qui donne plus de pouvoir au président, il réalise une “politique de grandeur” de la France, voulant garder l'indépendance nationale en Europe. Il est à la base, avec le chancelier allemand Adenauer, de la réconciliation franco-allemande.



1988, n° 2501
De Gaulle et Adenauer

Malgré une opposition virulente de très nombreux Français, des “Pieds-Noirs” (Français originaires d’Algérie) et d’une grande partie de l’armée, il renonce progressivement à l’Algérie française et plaide pour l’autodétermination. Finalement, le 5 juillet 1962, l’Algérie accède à l’indépendance. Cette indépendance est suivie par un véritable exode de la population française d’Algérie vers la métropole.



*Algérie, 1963, n° 379
Premier anniversaire de l’indépendance de l’Algérie*

Cette politique mène la France au bord de la guerre civile, avec le putsch des généraux Challe, Salan, Jouhaux et Zeller à Alger en avril 1961, l’attentat contre de Gaulle à Petit-Clamart le 22 août, et de nombreux actes terroristes perpétrés en France par l’OAS (Organisation de l’Armée secrète).

De Gaulle est aidé dans sa politique par des politiciens de haut niveau, comme les premiers ministres Michel Debré et Georges Pompidou, le président de l’Assemblée nationale Jacques Chaban-Delmas et le ministre de la culture André Malraux, mais c’est lui seul qui définit la politique et prend les décisions finales.



*1998, n° 3129
Michel Debré*



*2001, n° 3430
Jacques Chaban-Delmas*



*1979, n° 2032B
André Malraux*



*2011, n° 4561
Georges Pompidou*

De Gaulle est réélu au suffrage universel en 1965, mais, vieillissant, il est ébranlé par la grande crise sociale qui secoue le monde étudiant et ouvrier en mai 1968. Il se relève pourtant, mais il quitte la présidence le 28 avril 1969, après avoir essuyé un échec dans un référendum national. Il meurt le 9 novembre 1970 à Colombey-les-Deux-Églises.



*Carte maximum de 1971 avec le timbre n° 1698
Le président Charles de Gaulle*

Après de Gaulle, les institutions de la V^e République tiennent bon, malgré l'alternance de la droite et de la gauche à la présidence. Les présidents qui se succèdent à l'Élysée sont :

- Georges Pompidou (droite), de 1969 à 1974.
- Valéry Giscard d'Estaing (droite), de 1974 à 1981.
- François Mitterrand (gauche), de 1981 à 1995.
- Jacques Chirac (droite), de 1995 à 2007.
- Nicolas Sarkozy (droite), de 2007 à 2012.
- François Hollande (gauche), à partir de 2012.
- Emmanuel Macron (centre) à partir de 2017.

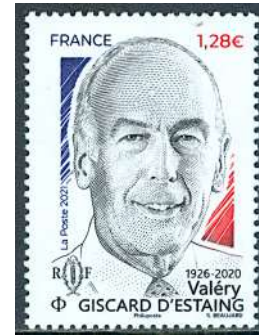


1975, n° 1839

Georges Pompidou



1994, n° 2875



2021, n° 5543

Valéry Giscard d'Estaing



1997, n° 3042

François Mitterrand



2020, n° 5428

Jacques Chirac

Bibliographie

- *Chronique de la France et des Français*, éd. Chronique S.A., Paris, 1987.
- Duc de Lévis Mirepoix, *La France féodale*, 6 vol., éd. Jules Tallandier, 1974.
- Philippe Erlanger, *La monarchie française*, 9 vol., éd. Jules Tallandier, 1971.
- Jean Richard, *Saint Louis*, éd. Fayard, 1983.
- Jean Favier, *Philippe le Bel*, éd. Fayard, 1978.
- Paul Murray Kendall, *Louis XI*, éd. Fayard, 1974.
- Jean Jacquart, *François I^{er}*, éd. Fayard, 1981.
- Jean-Pierre Babelon, *Henri IV*, éd. Fayard, 1982.
- Pierre Chevallier, *Louis XIII*, éd. Fayard, 1979.
- Philippe Erlanger, *Richelieu*, 3 vol., éd. Perrin, 1967.
- Pierre Gaxotte, *Apogée et chute de la royauté*, 8 vol., éd. Hachette, 1968.
- Duc de Castries, *La fin des rois*, 5 vol., éd. Hachette, 1969.
- G. Lenotre & André Castelot, *Les grandes heures de la Révolution française*, 6 vol., éd. Perrin, 1962.
- André Castelot, *Napoléon*, 10 vol., éd. Perrin, 1969.
- Guy Antonetti, *Louis-Philippe*, éd. Fayard, 1994.
- André Castelot, *Napoléon III et le Second Empire*, 6 vol., éd. Perrin, 1973.
- Jacques Chastenet, *Cent ans de République*, 9 vol., éd. Hachette, 1952.
- Pierre Pluchon, *Histoire de la colonisation française*, tome 1, éd. Fayard, 1991.
- Denise Bouche, *Histoire de la colonisation française*, tome 2, éd. Fayard, 1991.
- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie* :
 - *L'Italie*
 - *L'Autriche*
 - *L'Espagne*
 - *La Pologne*
 - *La Russie*
- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.